

# *brennpunkt*

le magazine critique sur le développement

*drött  
Welt*



**Dossier**  
**Gouvernance  
climatique en  
surchauffe**

Paris, Belém, pschitt...  
Retour sur dix ans  
de négociations  
climatiques

La longue marche vers  
une « transition juste »

Ökonomie des  
Völkermords: was aus  
Francesca Albaneses  
Bericht hervorgeht

# *brennpunkt*

# *Sommaire*

## **Édité par**

Action Solidarité Tiers Monde

## **Comité de rédaction**

Louise Debugne, Richard Graf,  
David Hoffmann, Raymond Klein,  
Dietmar Mirkes, Julie Smit,  
Jean-Sébastien Zippert

## **Ont participé à ce numéro**

Claire Barthelemy, Shaaazia Ebrahim,  
Antonia Ganeto, Richard Graf,  
Samantha Ho, David Hoffmann,  
Marc Keup, Raymond Klein, MenaFem,  
Dietmar Mirkes, Olivier Mukana,  
Mazin Qumsiyeh, Anabella Rosenberg,  
Ana Sánchez Mera, Sebastian Weier,  
Jean-Sébastien Zippert

## **Photo de couverture**

© Alamy, Brazil Photo Press, 3D6G6HG,  
Standard licenses, Individual

## **Corrections initiales (Fr, De)**

Carmen Albers

## **Layout**

Camille Lassignardie

## **Impression**

Imprimerie Heintz, Pétange

Le Brennpunkt apparaît 4 fois par an.  
Tirage : 1000 exemplaires.

## **Pour information et abonnement**

brennpunkt@astm.lu  
et www.brennpunkt.lu

La reproduction des articles est  
autorisée à condition que la source  
soit mentionnée.



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère d'État

Service des médias, de la connectivité  
et de la politique numérique

Conventionné avec le Service des médias,  
de la connectivité et de la politique  
numérique.

**LUXEMBOURG**  
**AID & DEVELOPMENT**



Avec le soutien du Ministère des Affaires  
étrangères et européennes, de la Défense,  
de la Coopération et du Commerce extérieur.  
Les opinions représentées dans la présente  
publication n'engagent que leurs auteurs.

## **Dossier**

5

Globale Klimafinanzierung: Ein schwarzes Loch,  
der Wilde Westen oder lediglich eine Fata Morgana ?

8

La longue marche vers une « transition juste »

12

Guerre, occupation, écocide : pourquoi les négociations sur le climat  
doivent s'attaquer au militarisme et à la violence coloniale

16

Paris, Belém, pschitt... Retour sur dix ans de négociations climatiques

18

Qui a son mot à dire dans la gestion mondiale du climat ?

20

Auf nach Santa Marta zur International Conference on the Transition  
Away from Fossil Fuels!

## **Perspectives**

26

Die Ökonomie des Völkermords: Fossiler Kapitalismus, Komplizenschaft  
von Unternehmen und die Infrastrukturen der Gewalt in Palästina

28

Écocide à Gaza : colonialisme, destruction environnementale  
et lutte pour la survie

32

Un pacte sans justice : l'agenda méditerranéen de l'UE et ses impacts

38

Jazzmusiker zwischen den Fronten: „Soundtrack to a Coup d'État“  
(Filmrezension)

40

Correct the Map ou réapprendre l'Afrique :  
Corriger la carte mondiale ? Oui, mais vers quel horizon?

44

Coin CITIM

# edito

## 1%... oui, mais

Ce serait « *eng Schan* » si les Luxembourgeois décidaient de ne plus consacrer 1% du revenu national brut (RNB) en vue d'offrir à d'autres la possibilité d'avoir une vie digne, ne fut-ce qu'un simple « *lwwerliewen* ». C'est ainsi que Xavier Bettel, ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire, conclut la déclaration de cette année sur la politique de développement. Si la déclaration visait à valoriser l'engagement international luxembourgeois, dont le 1% d'aide publique au développement (APD), le débat parlementaire tenu le lendemain fournit une autre clé de lecture de la vision du gouvernement en la matière : 1%... oui, mais...

Dans un contexte européen qui voit un désengagement progressif de nombreux pays de leurs obligations dans le domaine de la coopération internationale, il semblerait que l'argument des contraintes budgétaires qui forcent une revue des politiques de coopération internationale s'annonce donc également au Grand-Duché. « Serait-ce le ministre des finances qui aurait décidé d'appliquer le « *Rot(h)stift* » à la coopération ? », ont demandé des députés.e.s au ministre. Non. « *Et kennt vu mir* », a répondu M. Bettel. Et au ministre de poursuivre en avançant ses propres calculs et en défendant qu'il ne s'agirait en fait pas d'une coupe budgétaire : si on comptabilisait le financement climatique international (FCI) et les coûts d'accueil des réfugiés dans l'APD, le Luxembourg dédierait bien plus que les 1% prévu : 1,2% voire 1,3% à la coopération internationale. Une rhétorique et argumentation qui s'aligne sur celle du seul parti qui s'était opposé à une motion votée par la Chambre en 2024 à cet égard, à savoir l'Alternativ Demokratesch Reformpartei (ADR).

En suggérant une modification de la méthodologie de comptabilisation, le ministre remet de fait en cause le principe dit « d'additionnalité ».

L'application du principe d'additionnalité n'est ni un détail technique, ni un simple choix comptable. Ayant compris la nature politique de ce choix, les députés verts, avaient justement fait voter cette motion appelant le gouvernement à maintenir ce principe d'additionnalité du financement climatique international et des coûts d'accueil des réfugiés.e.s par rapport à l'APD. Y renoncer reviendrait à diluer progressivement le 1% et à affaiblir structurellement la coopération luxembourgeoise : si les coûts d'accueil des réfugiés au Luxembourg venaient à être intégrés dans ce 1%, l'État luxembourgeois lui-même en deviendrait bénéficiaire. L'intégration du FCI, telle que suggérée en filigrane par le ministre, n'aurait pas d'impact directement négatif sur la qualité de notre APD, mais elle demeurerait une réduction structurelle du budget de la coopération luxembourgeoise.

Au cours du débat, les parlementaires de tous les partis, à l'exception d'un seul, ont réaffirmé leur attachement au « 1% » et au principe d'additionnalité, à tel point que le ministre a laissé entendre qu'il pourrait retirer sa demande initiale d'un débat de consultation au Parlement. Serait-ce pour éviter que son projet de sabrer la coopération internationale du Luxembourg ne se heurte à une résistance inattendue de la part des représentant.e.s du peuple ? En tout cas, s'il devait y avoir débat, il appartiendrait à nos représentant.e-s de refermer la porte que le gouvernement actuel n'a fait qu'entreouvrir, sans doute conscient que la solidarité internationale demeure un point d'honneur pour notre petit pays – un pays qui peut ainsi peser au-dessus de son poids et projeter une image exemplaire, tant sur la scène nationale qu'internationale.

**David Hoffmann et Sebastian Weier**

# Dossier

## GOVERNANCE CLIMATIQUE EN SURCHAUFFE : UN SYSTÈME SOUS PRESSION AU PRISME DE LA JUSTICE

**E**n 2026, tout juste après 48 jours, le Luxembourg est devenu le premier pays européen à atteindre son « Jour de Dépassement ». Dès le 17 février, le Grand-Duché avait ainsi consommé l'ensemble des ressources naturelles à sa disposition pour l'année. L'urgence de ce constat contraste avec la lenteur des négociations internationales et avec l'idée que la justice doit être au cœur de l'action — alors même que lutter contre le changement climatique, « c'est aussi protéger celles et ceux qui en meurent déjà ».

Pourtant, cette reconnaissance de l'urgence et de sa dimension profondément humaine peine encore à se traduire en mécanismes de gouvernance cohérents et efficaces. Contrairement à cette nécessité d'un cadre de justice climatique qui considère la crise climatique comme un problème social, éthique et politique, le système de gouvernance qui structure le financement climatique présente des lacunes. Il fonctionne souvent comme un espace aux règles floues, façonné par des intérêts particuliers. Un véritable *Wild West*, où la comptabilité créative prévaut sur l'application du principe de responsabilité commune mais différenciée. Ce fonctionnement, poreux et fragmenté, alimente une méfiance croissante, voire un désengagement vis-à-vis des structures existantes.

Face à ces méfiances, l'adoption du principe de transition juste illustre la pertinence et la capacité des mouvements sociaux à investir les espaces multilatéraux pour y inscrire des revendications fondées sur les droits, et à faire progresser des conceptions plus équitables et justes de l'action climatique. Dans cette perspective, le dérèglement climatique ne peut d'ailleurs pas être dissocié des autres formes de violence systémique qui structurent les inégalités mondiales. Ainsi, les luttes pour la justice climatique s'articulent de plus en plus avec d'autres combats - notamment contre le militarisme - en s'attaquant aux structures matérielles qui produisent à la fois la destruction écologique et la souffrance sociale.

Ces opportunités de victoire semblent s'installer au sein de processus de négociation marqués par une forte inertie. Ils semblent suivre une logique cyclique, alternant des moments présentés comme décisifs et des périodes d'attente prolongée, sans véritable inflexion structurelle.

L'action climatique internationale apparaît ainsi de plus en plus fragmentée, traversée par des divisions profondes entre - et au sein - des États, des industries et des sociétés civiles. De nouvelles formes de gouvernance émergent : multiplication des forums, initiatives parallèles, ou encore alliances bilatérales cherchant à contourner les blocages du multilatéralisme. Face à la lenteur des processus et aux impasses persistantes, certaines initiatives étatiques prennent le relais.

Pendant que nous rédigeons ces lignes, le Vanuatu prévoit de porter devant l'Assemblée générale des Nations unies une résolution visant à renforcer la portée de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur le climat, rendu l'année dernière. Une démarche qui illustre la volonté croissante de transformer les avancées juridiques en leviers d'action politique, et de consolider une responsabilité internationale face à l'urgence climatique.

**Louise Debugne**

Notes et références disponibles en ligne sur notre site [brennpunkt.lu](https://brennpunkt.lu).

# Globale Klimafinanzierung: ein schwarzes Loch, der Wilde Westen oder lediglich eine Fata Morgana?



David Hoffmann

Die globale Klimafinanzierung und ihre Funktionsweise wurden anhand aller oben genannten Analogien veranschaulicht. Im Gegensatz zu den Bemühungen zur Emissionsreduzierung, bei denen Physik und Chemie – sofern man noch an die Wissenschaft glaubt – eine solide terminologische und evidenzbasierte Grundlage bieten, sind die heutigen Strukturen der Klimafinanzierung sehr poröse und durchlöchert. So gut wie allen Aspekten der Klimafinanzierung fehlt eine allgemein akzeptierte Definition, obwohl die Klimarahmenkonvention der Vereinten Nationen (UNFCCC) bereits vor über 30 Jahren einen Großteil der Grundlagen für das geschaffen hat, was heute als Klimafinanzierung bezeichnet wird.

Damals wurden die Klimafinanzierung und die Art und Weise, wie sie funktionieren sollte, fest im Prinzip der „gemeinsamen, aber unterschiedlichen Verantwortung und jeweiligen Fähigkeiten“ verankert, dem Grundpfeiler der globalen Klimagerechtigkeit. Der grundlegende Mechanismus der globalen Klimafinanzierung lässt sich also wie folgt beschreiben: Die Industrieländer sollen finanzielle Mittel bereitstellen, um die Entwicklungsländer bei der Umsetzung der Ziele der UNFCCC zu unterstützen – deren übergeordnetes Ziel die Verhinderung „gefährlicher“ menschlicher Eingriffe in das Klimasystem ist.

Grundsätzlich wäre es ungerecht, die Entwicklungsländer (den Globalen Süden), die am wenigsten vom Verbrennen fossiler Brennstoffe profitiert haben, aber weitaus stärker den Folgen des Klima-

wandels ausgesetzt sind, mit den durch die Klimakrise verursachten Verlusten und Schäden sowie den Anpassungskosten allein zu lassen. Darüber hinaus wäre es ungerecht, sie nicht bei der Förderung einer kohlenstoffarmen Entwicklung zu unterstützen, damit sie einen angemessenen Lebensstandard für alle ihre Gemeinschaften erreichen können. Der internationale Klimafinanzierungsmechanismus wurde entwickelt, um diese Ungerechtigkeit zu verhindern oder zumindest zu mildern. Ist dies gelungen? Aus der Perspektive des Globalen Südens könnten die letzten 30 Jahre als eine Reise in Richtung einer Fata Morgana bei steigenden Temperaturen beschrieben werden – mit gelegentlicher Unterstützung in Form einer Flasche Wasser, die stolz das Label *Made in the Global North* trägt.

*Wissenschaftler weisen in dieser Frage auf einen fatalen Mangel an Präzision bei der Definition des Ziels und der zulässigen Wege hin, es zu erreichen.*

Auf der COP15 in Kopenhagen im Jahr 2009 verpflichteten sich die Industrieländer, über einen Zeitraum von drei Jahren „neue und zusätzliche“ öffentliche Finanzmittel in Höhe von 30 Milliarden US-Dollar bereitzustellen und einen Bei-

trag zu leisten um bis 2020 jährlich 100 Milliarden US-Dollar zu erreichen – nicht jedoch, das Ziel zu erreichen! Obwohl dieser Betrag damals von den Entwicklungsländern und der Zivilgesellschaft als unzureichend angesehen wurde, wurde er 2015 in Paris als Ziel vereinbart, das bis 2025 erreicht werden sollte. Letzteres Datum wurde auch zur Frist für die Festlegung eines „neuen kollektiven quantifizierten Ziels“ (**New Collective Quantified Goal**). Vor den Verhandlungen über das NCQG könnte man jedoch die Frage stellen: Haben wir das Ziel von 100 Milliarden US-Dollar erreicht? Wissenschaftler weisen in dieser Frage auf einen fatalen Mangel an Präzision bei der Definition des Ziels und der zulässigen Wege hin, es zu erreichen. Dadurch ist eine Bewertung seiner Erfüllung unmöglich. Genau hier betreten wir den „Wilden Westen“ der Klimafinanzierung. Oder, um genauer zu sein, hier beginnt der Westen, sich wie im „Wilden Westen“ zu verhalten.

Wie in vielen multilateralen Foren sind auch hier die Spielregeln durch ungleiche Machtverhältnisse und koloniale Muster geprägt. Letztendlich liegt die Entscheidungsgewalt darüber, was als Klimafinanzierung gilt, bei den Industrieländern. Diese melden ihre Zahlen an Institutionen, die ihrer Kontrolle unterliegen, wie beispielsweise die OECD. Analysen der Zivilgesellschaft und der Wissenschaft haben gezeigt, dass die Industrieländer ihre Zahlen durch eine Reihe kreativer Buchhaltungspraktiken, wie beispielsweise Doppelzählungen, aufblähen. Der „Climate Finance Shadow Report 2025“ von Oxfam stellt fest, dass der tatsächliche Wert der Mittel, die in den Entwicklungsländern ankommen, mit 28 bis 35 Milliarden US-Dollar deutlich unter den gemeldeten Klimafinanzierungen in Höhe von 116 Milliarden US-Dollar liegt. Mit wenigen Ausnahmen registrieren reiche Länder Kredite mit hohen Schuldendienstkosten unter derselben Bezeichnung wie Zuschüsse. Sie zählen Entwicklungsfinanzierungen als Klimafinanzierungen und übertreiben bei der Quantifizierung der positiven Impakte, die angeblich durch ihre finanzielle Unterstützung erzielt werden.



© David Hoffmann

Während der COP in Belém (2025) gesichtete Plakate mit Forderungen nach mehr Klimagerechtigkeit.

*Während die Gemeinschaften des Globalen Südens weitgehend auf sich allein gestellt sind, wenn es um die Bewältigung der Klimakrise geht, betreiben die Staaten des Globalen Nordens kreative Buchführung, um das Gegenteil zu beweisen.*

Nach drei Jahrzehnten der Klimafinanzierung sehen wir uns heute einer beunruhigenden Realität gegenüber. Während die Gemeinschaften des Globalen Südens weitgehend auf sich allein gestellt sind, wenn es um die Bewältigung der

Klimakrise geht, betreiben die Staaten des Globalen Nordens kreative Buchführung, um das Gegenteil zu beweisen. Als ob die Lage nicht bereits problematisch genug wäre, haben Untersuchungen von Medien wie Reuters und Carbon Brief ergeben, dass Klimafinanzierungen für Projekte verwendet wurden, die überhaupt nichts mit dem Klima zu tun haben – sogar für Projekte im Bereich fossiler Brennstoffe wie den Bau von Gaskraftwerken in Afrika. Dieses „Was-auch-immer-wir-Klimafinanzierung-nennen-ist-Klimafinanzierung“-Verhalten hat eine sehr gefährliche Folge: eine Erosion des Vertrauens zwischen den Parteien und in den gesamten multilateralen Klimaschutzprozess. Angesichts des zunehmenden geopolitischen Drucks und großer Verschiebungen in den nationalen Haushalten der Industrieländer ist es weder der COP29 in Baku, die als „Finanz-COP“ bezeichnet wurde, noch der COP30 im letzten Jahr gelungen, dieses Vertrauen wiederherzustellen und wichtige Schritte zur Behebung der grundlegenden Mängel in der Klimafinanzierung zu unternehmen.

Das neue kollektive quantifizierte Ziel (NCOG) und das Teilziel zur Anpassungsfinanzierung, die auf der COP29 bzw. COP30 verabschiedet wurden, sollten den Bedürfnissen des Globalen Südens eigentlich angemessen Rechnung tragen. Diese werden mit jedem Tag, an dem Klimaschutzmaßnahmen verzögert werden, immer größer. Stattdessen zeichnen sich lediglich zwei weitere Versprechen am Horizont ab. Der größte Teil dieser neuen Ziele soll nämlich nicht aus öffentlichen Haushalten, sondern durch die Mobilisierung von privatem Kapital finanziert werden. Dieser von den Industrieländern zunehmend propagierte Ausweg weckt jedoch kaum Vertrauen, zumal die Idee nicht neu ist und die Entwicklungsländer dieses Szenario nur allzu gut kennen.

Seit mehr als einem Jahrzehnt setzen sich Entwicklungsfinanzierungsinstitutionen und multilaterale Entwicklungsbanken für *Blended Finance* ein. Dabei werden öffentliche Mittel eingesetzt, um Projekte risikoärmer zu machen und private Investoren anzuziehen. Theoretisch würden die knappen öffentlichen

Ressourcen als Katalysator wirken und weitaus größere Ströme privaten Kapitals freisetzen. In der Praxis sind die Ergebnisse jedoch weit weniger beeindruckend als in den glanzvollen Präsentationen dargestellt. Laut der OECD belief sich der Gesamtbetrag der von offiziellen Entwicklungsfinanzierungsgebern im Jahr 2023 mobilisierten privaten Finanzmittel auf rund 70 Milliarden US-Dollar – eine bescheidene Summe im Vergleich zu den Billionen, die für nachhaltige Entwicklung und Klimaschutzmaßnahmen benötigt werden. Noch ernüchternder ist, dass Analysen der Vereinten Nationen zeigen, dass das Volumen der *Blended Finance* seit Jahren stagniert und sich weiterhin auf Länder mit mittlerem Einkommen und Sektoren konzentriert, die für Investoren bereits attraktiv sind, während die ärmsten und am stärksten gefährdeten Länder weitgehend zurückbleiben.

Wenn die Mobilisierung von privatem Kapital in der traditionellen Entwicklungsfinanzierung bereits schwierig ist, dann werden deren Grenzen bei Klimaschutzmaßnahmen im globalen Süden noch deutlicher. Investoren suchen in der Regel nach stabilen Einnahmequellen und vorhersehbaren Renditen. Solche Bedingungen sind gelegentlich bei Klimaschutzprojekten wie der Infrastruktur für erneuerbare Energien zu finden, jedoch selten bei Anpassungsmaßnahmen. Der Bau von Hochwasserschutzanlagen, die Stärkung der Gesundheitssysteme oder der Wiederaufbau nach klimabedingten

Katastrophen können zwar Leben und Existenzen retten, generieren jedoch keine Gewinne. Bei der Finanzierung von Verlusten und Schäden (*Loss & Damage*) geht es per Definition darum, Gemeinschaften für irreversible Schäden zu entschädigen – eine Investitionsmöglichkeit, die auf den Finanzmärkte kaum begeistert.

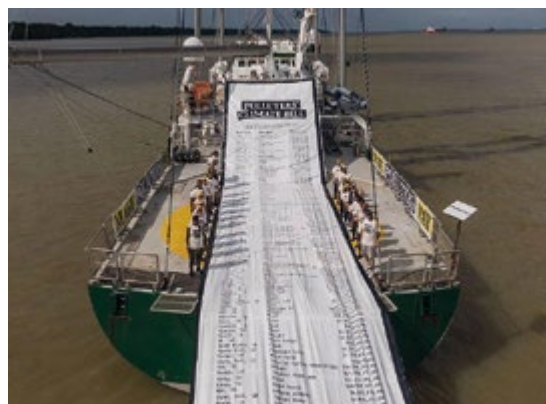
Es überrascht daher nicht, dass nur ein kleiner Teil der globalen Klimafinanzierung in Anpassungsmaßnahmen fließt und davon wiederum nur ein geringer Anteil die am wenigsten entwickelten Länder erreicht. Mit anderen Worten: Wenn die Mobilisierung privater Finanzmittel bereits dort Schwierigkeiten bereitet, wo Gewinne möglich sind, besteht die Gefahr, dass die Erwartung, damit strukturell unrentable Aktivitäten sinnvoll zu finanzieren, das Versprechen der Klimafinanzierung zu einer weiteren Illusion werden lässt.

Luxemburg folgt diesem Beispiel und orientiert sich zunehmend an Projekten, an denen luxemburgische bzw. europäische Privatakteure beteiligt sind und von denen diese profitieren. Auf der COP30 kündigte Luxemburg „Rio Changemakers“ an, einen „einzigartigen, KI-gestützten Marktplatz“, der „eine Brücke zwischen lokal geführten Lösungen mit hoher Integrität und dem Kapital, den Kapazitäten und der Zusammenarbeit schlägt, die sie benötigen, um erfolgreich zu sein“. Die schwierige Frage hierbei ist, ob sie ein luxemburgisches KI-Start-up finden werden

oder ob sie an die Tür von Mistral AI klopfen werden, dem französischen *Unicorn*, das 2025 eine strategische Partnerschaft mit Luxemburg eingegangen ist. Spaß beiseite, das Problem – und das ist in der Entwicklungsfinanzierung schon lange zuvor passiert – ist, dass sich die „lokalen Gemeinschaften“ auf der linken Seite der Brücke glücklich schätzen können, wenn sie an partizipativen Workshops beteiligt werden. Auf der anderen Seite der Brücke jedoch, wo das private Kapital und das Know-how bereitstehen und ungeduldig darauf warten, dass diese KI-Brücke gebaut wird, sind die Kapitalrendite, die Gebühren und die Vergütung in seitenlangen Verträgen festgeschrieben. Was passiert jedoch, wenn ein weiterer Taifun über die Gemeinschaft hinwegfegt, bevor über die KI-Brücke die lang erwarteten Klimagelder aus dem Norden befördert werden? Wird die Kapitalrendite dann noch der vertraglich vereinbarten entsprechen? Ist dies tatsächlich die Art von Lösung, bei der die von der Klimakrise am stärksten betroffenen Gemeinschaften „gewinnen“?

Die einfache Behauptung, dass die nötigen öffentlichen Gelder nicht vorhanden sind, übersieht die Milliarden, die weiterhin für Verteidigung, Subventionen für fossile Brennstoffe und die Finanzierung von Kohlenstoffbomben ausgegeben werden – ganz zu schweigen von Milliarden wie Elon Musk und anderen, die bald den Billionärstatus erreichen könnten. Anstatt zu versuchen, KI-gestützte Brücken im digitalen Finanzbereich zu bauen, könnte Luxemburg sich für einen weniger glanzvollen, aber bewährten Mechanismus einsetzen: die Besteuerung. Solidaritätsabgaben für die Superreichen, für Gewinne aus fossilen Brennstoffen und sogar für Privatjets würden einen direkten, zuverlässigen Finanzierungskanal bieten und endlich das Versprechen des Klimaschutzes und der Klimaanpassung mit konkreter Unterstützung für die Gemeinschaften des Globalen Südens verbinden – anstatt sie im Stich zu lassen, während der Norden mit digitalen (KI-)Lösungen blendet.

**Anmerkungen und Literaturverzeichnis online auf unserer Website [brennpunkt.lu](https://brennpunkt.lu).**



© Tuane Fernandes, Greenpeace.

**Bei ihrer Ankunft zur COP in Belém (2025) präsentieren Greenpeace-Aktivist:innen eine Schätzung von über 3 Billionen Dollar an wirtschaftlichen Schäden, die fünf große Unternehmen in den vergangenen zehn Jahren verursacht haben – und verweisen dabei auf den „Climate Polluters Bill“.**

# La longue marche vers une « transition juste »



Anabella Rosemberg

**L'un des principaux résultats de la dernière COP a été l'adoption de la transition juste et du mécanisme d'action de Belém (BAM). Mais l'idée d'une transition juste n'est pas née uniquement des négociations sur le climat. Cet article revient sur ses origines et explore la manière dont les mouvements populaires ont porté ce concept sur la scène internationale, défendant un discours sur la justice climatique fondé sur l'équité et la justice sociale.**

Écrire sur le multilatéralisme à un moment où les États-Unis et Israël attaquent l'Iran, où le génocide se poursuit à Gaza et au Soudan, où Cuba est soumise à un blocus énergétique – la liste des actions unilatérales est longue – peut sembler, pour le moins, déconnecté de la réalité. Les raisons mêmes pour lesquelles les Nations unies ont été créées après la Seconde Guerre mondiale – la conviction que la diplomatie doit être utilisée, que la coopération doit passer avant tout, que même en cas de conflit, un ensemble de règles fondamentales doit être respecté – sont des idées que beaucoup d'entre nous défendent depuis nos années d'études.

Pour autant, nous ne pouvons pas prétendre que les quatre-vingts dernières années ont été paisibles. Les conflits, et en particulier l'oppression systématique des pays du Sud global, ont souvent été approuvés par les institutions issues de l'ordre mondial d'après-guerre, institutions qui, au fil du temps, ont perdu leur légitimité et le soutien des mouvements populaires.

Les gens s'engagent dans le système multilatéral pour différentes raisons, et leurs attentes quant à ce qu'il peut apporter varient. Certains se sont engagés dans le but d'établir des règles et des normes fondamentales. Cette impul-

sion a conduit à l'adoption d'importants textes de droit international, tels que les conventions du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) ou les traités visant à interdire les mines terrestres ou à mettre fin aux armes nucléaires. L'idée que les gouvernements s'accordent sur des règles applicables à tous, créant ainsi un socle minimum, était à la fois séduisante et cruciale.

Cette approche, bien qu'elle existe toujours, est soumise à de fortes pressions. Il y a un manque de responsabilité, et les gouvernements cherchent soit à affaiblir les normes, soit à s'en détourner purement et simplement.

Mais l'établissement de normes minimales n'est pas la seule raison de se présenter aux Nations unies. Depuis des années, la société civile et les mouvements sociaux utilisent les espaces de l'ONU pour donner de la visibilité et de la légitimité à des idées et des propositions issues de la base ou de cercles universitaires progressistes. Nous avons utilisé l'espace multilatéral pour changer les discours, orienter la conversation vers des valeurs positives et des approches positives.

Depuis des années, ceux d'entre nous qui militent pour la justice climatique ont tenté de s'assurer que la couverture mé-

Anabella Rosemberg est conseillère sur la transition juste pour le Climate Action Network International (CAN-I). Elle est une experte mondiale de la dimension de justice sociale des politiques environnementales et climatiques.

diatique de la COP se concentre sur l'équité et la justice. Non seulement parce que c'est la bonne chose à faire, mais aussi parce que c'est souvent le seul moment de l'année où le monde entier parle du climat, et nous voulions envoyer un message clair aux gens sur ce qui compte vraiment dans l'action climatique.

Décider si cela justifie de s'engager dans un processus complexe, coûteux et de plus en plus exclusif dépend beaucoup de votre position. Quels intérêts représentez-vous ? Qui occuperait votre place si vous n'étiez pas là ? Quelle est la force de votre action militante ? Mais si vous êtes un acteur de la justice climatique, vous engager dans ce processus ne doit jamais signifier vous engager uniquement dans ce processus. La COP n'est qu'un instantané d'un (dés)équilibre de pouvoir plus large, un (dés)équilibre qui ne peut véritablement pencher en faveur de la justice que par l'action au niveau local, national et régional.

Examinons le contexte de notre travail sur la *transition juste* et les raisons pour lesquelles nous avons décidé de consacrer du temps et de l'énergie à la promotion d'un mécanisme mondial lors de la COP30.

## La transition juste : un concept issu de la base

Le concept de *transition juste* n'est pas né dans un groupe de réflexion. Il a été lancé à la fin des années 1970 par des travailleurs américains qui luttèrent contre ce qu'on appelait le « chantage à l'emploi ». Le syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'atome, dirigé

par Anthony Mazzocchi, a pris la défense des travailleurs à qui leurs employeurs demandaient de choisir entre leur emploi et leur santé. Dans les années 1990, le syndicat a appelé à la création d'un « Super-fonds pour les travailleurs » afin d'apporter un soutien financier et des possibilités de formation aux travailleurs des industries en déclin. À la fin des années 1990, les syndicats américains et canadiens ont adhéré à l'idée de la *transition juste*. À cette époque, le mouvement pour la justice environnementale, qui avait noué des alliances avec les syndicats, a repris ce concept et a demandé des fonds pour aider les travailleurs et les communautés dépendants des combustibles fossiles à opérer la transition. Il souhaitait obtenir des fonds fédéraux pour la formation des travailleurs et le développement communautaire, sur la base de la durabilité et de la justice<sup>1</sup>.

### *Faire reconnaître à la fois les défis que les politiques climatiques posent au monde du travail et les opportunités qu'offre l'approche de la transition juste.*

Sur la scène internationale, à partir de la conférence de Kyoto sur le climat en 1997, les syndicats nationaux et la Confédération syndicale internationale (CSI) ont commencé à intégrer le langage de la *transition juste* dans leurs déclarations lors des réunions mondiales sur le climat et la durabilité. Leur plaidoyer a permis de faire reconnaître à la fois les défis que les politiques climatiques posent au monde du travail et les opportunités qu'offre l'approche de la *transition juste* – en particulier la possibilité de renforcer le soutien public en faveur de l'action climatique.

Au cours des vingt dernières années, ce concept a été officiellement adopté par un large éventail d'organisations transnationales représentant les travailleurs,

la justice environnementale et le climat, tant au niveau national qu'international.

En 2015, l'OIT a publié ses *Principes directeurs pour une transition juste*, un ensemble de principes et de politiques visant à soutenir les travailleurs et les entreprises dans cette transition. Et après des années de pression de la part des syndicats et des groupes environnementaux, la COP21 à Paris a intégré le concept de *transition juste* dans l'Accord de Paris.

### **Derrière le discours, une dilution et une récupération de la transition juste**

Depuis 2015, la *transition juste* a été reprise plus rapidement et par un plus grand nombre de groupes. L'idée de ce qu'elle est censée accomplir s'est également élargie, passant de la simple justice sociale et du travail décent à une transformation plus profonde de l'ensemble de l'économie. La boîte à outils politique s'est enrichie (les neuf domaines politiques de l'OIT, la planification économique, la coopération internationale, la dette, le commerce, etc.) et est appliquée partout : énergie, minéraux, santé, travail non rémunéré, agriculture, adaptation, biodiversité.

Soudainement, les initiatives se multiplient : cadres de l'OIT et du G20, partenariats pour une transition énergétique juste, principes des banques multilatérales de développement, innovations nationales (Écosse, Irlande, Afrique du Sud, UE), lois (Canada, Australie), processus consultatifs (Colombie, Chili) et politiques sectorielles. Mais malgré cet élan, la situation sur le terrain reste fragmentée et inégale. Trop souvent, ces efforts ne correspondent pas aux objectifs climatiques plus larges ou ignorent des questions fondamentales telles que les droits du travail. Ils varient considérablement en termes de portée, de conception et de mise en œuvre, et sont souvent mal adaptés aux réalités locales.

Le résultat ? Des doublons. De la confusion. Un risque réel que les initiatives ne parviennent pas à faire progresser l'équité sociale ou à aider concrètement les communautés et les pays les plus touchés par la transition. Et le monde est loin d'être en bonne voie pour éviter le pire du changement climatique, avec la propagation des réactions négatives contre les politiques climatiques.

Ainsi, lorsque les syndicats ont exercé des pressions lors de la COP27 à Charm el-Cheikh et ont obtenu, de manière inattendue, la création d'un programme de travail sur la transition juste, cela signifiait qu'une nouvelle discussion sur ce thème était sur le point de s'engager au sein de la CCNUCC.

À ce stade, la fragmentation, la cooptation et, en fin de compte, l'absence de mise en œuvre réelle semblaient être l'avenir le plus probable pour la *transition juste*. La société civile avait le choix : laisser s'échapper un concept né des mouvements sociaux, ou se battre, le redéfinir et faire pression pour qu'il se réalise. Heureusement, nous avons déjà réussi à établir l'ordre du jour de la COP.

### **Une approche transversale**

L'engagement de la société civile à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) fait l'objet d'une grande attention : il est étudié, commenté, critiqué. On parle moins d'un groupe spécifique : les représentants organisés des groupes dits « fondés sur les droits ». Il s'agit des réseaux et des coalitions qui interviennent officiellement dans les négociations au nom des groupes de défenseurs des droits : syndicats, féministes, jeunes, peuples autochtones et deux coalitions d'ONG, Climate Action Network et Demand Climate Justice (DCJ).

Chacun de ces groupes a ses propres revendications spécifiques. Cependant, au cours des quatre dernières années, ils se sont unis autour d'une revendication

commune afin d'influencer le discours, les attentes et les résultats de la COP. Cette stratégie, appelée « escalade », a permis de mettre en lumière des questions qui étaient auparavant écartées dans les dernières heures de la COP.

Le Fonds pour les pertes et dommages en 2022, l'appel à la transition vers l'abandon des combustibles fossiles en 2023, la forte pression sur le financement climatique en 2024, etc. Bien que ces questions aient été défendues par de nombreux groupes pendant des années, la pression disciplinée, organisée et unifiée de l'ensemble des parties prenantes sur une année spécifique leur a donné une chance de se battre et, dans certains cas, a permis une avancée décisive dans les négociations.

Pendant plusieurs années, une coordination informelle entre les syndicats, les féministes, les jeunes, Demand Climate Justice et Climate Action Network (CAN), qui suivaient de près les négociations sur la *transition juste*, a pris forme. Discrètement, mais avec une intention stratégique, ce groupe a vu dans le nouveau programme de travail sur la *transition juste* une occasion de lutter contre la fragmentation et le manque de soutien réel à la *transition juste* sur le terrain.

Le premier combat a eu lieu en 2023, avec l'obtention d'un champ d'application pour le débat sur la *transition juste* qui le réancrerait dans les droits du travail, les droits humains, les droits sociaux et économiques, tout en saisissant les dimensions mondiales des obstacles et des solutions. En 2024, l'accent a été mis sur la nécessité de veiller, pour la première fois, à ce que le programme de travail de la CCNUCC ne se limite pas à des dialogues, mais aboutisse à des résultats concrets et réalisables — comme l'intégration de la *transition juste* dans les plans nationaux, son financement, etc. La COP de Bakou n'a pas abouti à un résultat en matière de *transition juste* en raison d'une mauvaise gestion de la présidence, mais les bases ont été jetées pour que Belém aboutisse à quelque chose de révolutionnaire.

Au début de l'année 2025, les parties prenantes ont décidé de travailler ensemble sur un ensemble de revendications. Le CAN, le plus grand réseau d'ONG dans le domaine du climat, a accepté pour la première fois de « monter en puissance » sur un sujet qui ne figurait pas à l'ordre du jour « traditionnel » du climat, en mettant l'accent sur les travailleurs et les communautés, et de faire du *mécanisme de transition juste* (que nous avons appelé le BAM) le test décisif pour la COP30<sup>2</sup>.

Le groupe multiacteurs a utilisé de nombreuses approches innovantes, s'appuyant sur les escalades passées et allant au-delà : une réunion numérique intitulée « Just Transition Rising », qui a rassemblé des centaines de personnes et recueilli des témoignages de communautés et de travailleurs sur le terrain ; des actions très médiatisées ; de nouveaux visuels créés avec des graphistes et des artistes ; des pétitions signées par des centaines d'organisations qui ne participent généralement pas à la COP ; des rassemblements régionalisés ; et une stratégie de plaidoyer qui a confié à la société civile le rôle difficile mais essentiel de proposer des zones d'atterrissage ambitieuses, au lieu de se contenter de commenter les idées des parties.

## Le résultat

Malgré toute la couverture médiatique consacrée à l'absence d'accord sur les combustibles fossiles, le résultat officiel de la COP30 est probablement beaucoup plus encourageant. La décision sur la *transition juste* est sans doute la plus progressiste jamais prise en matière de droits du travail, de droits des peuples autochtones et d'inclusion des titulaires de droits, avec la mention pour la première fois en trente ans de négociations de groupes spécifiques tels que les personnes handicapées ou les personnes d'ascendance africaine. Elle appelle à la mise en place de politiques spécifiques pour garantir que la transition climatique soutienne les populations (protection sociale, création d'emplois décents, soins) et, élément crucial pour un débat mondial, elle reconnaît que les règles mondiales du jeu sont défavorables à une *transition juste*. Cela établit au moins une base saine pour discuter de ce que le multilatéralisme devrait réellement faire.

Plus satisfaisante encore est la reconnaissance du fait que les cadres institutionnels actuels ne permettront pas de mener des actions de *transition juste* de manière convergente ou à la bonne échelle. Il a donc été décidé de lancer un mécanisme mondial d'ici la COP31.



© Anabella Rosemberg, 08/03/2026

Impressions de la mobilisation de la société civile pendant la COP30.



Anabella Rosemberg applaudissant lors de l'annonce autour de la transition juste pendant la séance plénière de clôture de la COP30 à Belém.

Le fossé entre les paroles et la réalité reste bien sûr énorme. Mais il faut considérer cette décision en gardant à l'esprit notre diagnostic initial : la fragmentation et la cooptation du concept de *transition juste*. Avec cette décision, l'organisme climatique le plus influent, par consensus, énonce les normes minimales qui doivent être respectées dans le cadre de la transition. Cela confère une légitimité et un soutien aux mouvements et aux communautés qui luttent pour ces approches sur le terrain.

## Le résultat réel reste à venir

La décision des gouvernements de développer un *mécanisme de transition juste*<sup>3</sup> ne signifie pas automatiquement que le produit final ressemblera à notre BAM. Nous aurons besoin d'autant d'énergie de la part des parties prenantes et de nombreux autres acteurs en dehors de la CCNUCC pour obtenir le BAM que nous voulons. Mais nous devons garder les yeux rivés sur l'enjeu principal : rendre

justice sur le terrain, placer les communautés et les travailleurs au centre des préoccupations et garantir à chaque pays le droit de prospérer lors de la transition vers une économie à faible émission de carbone.

Créer « une maison » pour la *transition juste* – où le concept est renforcé et non affaibli, où les communautés et les travailleurs peuvent partager leurs expériences et informer l'espace multilatéral, où les agences et les acteurs qui soutiennent la *transition juste* peuvent obtenir plus rapidement des ressources pour informer et soutenir concrètement des plans fondés sur des approches inclusives et fondées sur les droits – tout cela reste à faire.

Est-ce un vœu pieux en cette période de guerres et de conflits ? Appelons cela une anomalie. Dans un monde où l'autoritarisme et la violence sont la règle, les négociations sur la *transition juste*, et plus important encore, le mouvement de *transition juste* sur le terrain, offrent une voie alternative. Une invitation à continuer d'investir dans ces anomalies de coopération et de solidarité dans un

océan de violence, comme un passage vulnérable à travers les temps sombres que nous traversons.

### Notes

<sup>1</sup> Pour un résumé de qualité de l'histoire de la *transition juste* et des développements récents : Morena, Edouard, Dunja Krause et Dimitris Stevis, « Just transitions: Social Justice in the shift towards a low-carbon world ». Pluto Press, 2020.

<sup>2</sup> Pour plus d'informations sur le BAM (Mécanisme d'action de Belém) : Climate Action Network International, Women Gender Constituency, « The Belém Action Mechanism For A Global Just Transition (BAM). Why And How », document de travail, octobre 2025. Consultable sur : [https://climatenetwork.org/wp-content/uploads/2025/10/BAM\\_DiscussionPaper\\_20251011.pdf](https://climatenetwork.org/wp-content/uploads/2025/10/BAM_DiscussionPaper_20251011.pdf)

<sup>3</sup> Le document final est disponible ici : CCNUCC, « United Arab Emirates just transition work programme », *documents de séance non officiels*, United Nations Climate Change, 22 novembre 2025. Consultable sur : [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma7\\_5\\_UAE%20JTWP\\_auv.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma7_5_UAE%20JTWP_auv.pdf)

# Guerre, occupation, écocide :

## pourquoi les négociations sur le climat doivent s'attaquer au militarisme et à la violence coloniale



Shaazia Ebrahim

**Alors que les guerres s'intensifient et que les négociations sur le climat se poursuivent comme si elles étaient isolées, une vérité fondamentale reste mise de côté : le militarisme, l'occupation et l'extractivisme sont les principaux facteurs de l'effondrement écologique. La justice climatique ne peut être dissociée de la lutte contre la violence coloniale, et les mouvements du Sud global remettent en question les limites de la diplomatie climatique actuelle.**

Les années 2020 ont été marquées non seulement par l'accélération du dérèglement climatique, mais aussi par des vagues stupéfiantes de conflits, de déplacements forcés et de violence géopolitique. Fin 2023, près de 120 millions de personnes dans le monde avaient été déplacées de force en raison de persécutions, de conflits, de violences et de violations massives des droits humains, ce qui a trop souvent été [documenté](#) comme une catastrophe humaine, sans tenir compte des effets profonds que cela a sur le climat et l'environnement.

Cette séparation est inexacte sur le plan analytique et dangereuse sur le plan politique et moral.

Les dommages environnementaux causés par les guerres et les occupations accélèrent le dérèglement climatique, compromettent l'adaptation et aggravent les inégalités mondiales. Lorsque des forêts sont défrichées à des fins militaires, que des zones humides sont asséchées ou que des infrastructures essentielles sont détruites, ce sont les écosystèmes et les populations qui en paient le prix,

en termes de vies humaines, de moyens de subsistance et de capacité à absorber le carbone. Mais plutôt que d'affronter ces réalités, les grands espaces de négociation mondiale sur le climat, tels que les Conférences des parties (COP) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ont systématiquement écarté la guerre, le militarisme, l'occupation et la violence coloniale des agendas officiels et des mécanismes de responsabilité.

La justice climatique, qui repose sur une responsabilité équitable, une responsabilité historique et une participation significative, ne peut être dissociée des luttes plus larges contre la violence systémique. Comme l'ont [répété à maintes reprises](#) les acteurs de la société civile du Sud global, l'architecture de la gouvernance climatique mondiale continue de refléter de profondes inégalités structurelles.

Lors des COP successives, les débats portent généralement sur les objectifs d'atténuation, le financement de l'adaptation, les pertes et dommages, et les transitions énergétiques. Une omission

Shaazia Ebrahim est spécialiste du numérique et de la communication au sein de la Climate Justice Coalition. La Climate Justice Coalition est une coalition de syndicats sud-africains, d'organisations de la société civile, d'associations locales et communautaires qui œuvrent ensemble en faveur d'un programme de justice climatique transformateur, qui s'attaque aux inégalités, à la pauvreté et au chômage qui sévissent en Afrique du Sud.

flagrante persiste : les impacts climatiques de la guerre et du militarisme. Les émissions liées à l'armée et à la guerre font partie des secteurs les plus gourmands en combustibles fossiles, les armées du monde entier représentant collectivement environ 5,5 % de toutes les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Cela équivaut à peu près aux émissions d'un pays industrialisé. Pourtant, l'impact climatique des opérations militaires mondiales est souvent sous-estimé et mal compris.

[L'omission du militarisme](#) dans les programmes de la COP n'est pas accidentelle, elle est historique. Les émissions militaires sont en effet souvent exclues des rapports nationaux sur les gaz à effet de serre pour [des raisons de « sécurité nationale »](#). Le protocole de Kyoto de 1997 a exclu les émissions militaires des objectifs de réduction obligatoires. Près de deux décennies plus tard, l'accord de Paris a maintenu cette indulgence, rendant facultative la déclaration des émissions militaires et permettant aux gouvernements de continuer à sous-estimer l'un des secteurs les plus intensifs en carbone au monde, les protégeant ainsi d'un examen significatif et nécessaire.

Les recherches mises en avant lors des discussions sur [l'avis consultatif de la Cour internationale de justice concernant le climat](#) soulignent à quel point les émissions militaires sont exclues des principaux cadres de responsabilité du droit international en matière de climat. Les scientifiques et les défenseurs

de l'environnement ont également avéré que les impacts climatiques et environnementaux du militarisme étaient systématiquement négligés dans les négociations mondiales.

Cette exclusion est un choix politique délibérément maintenu dans la gouvernance climatique mondiale afin de servir les intérêts du complexe militaro-industriel et des puissances impérialistes.

L'armée américaine, souvent citée comme le plus grand consommateur institutionnel de combustibles fossiles au monde, opère dans un manque de transparence qui permet aux émissions provenant de ses bases, de ses opérations et de ses chaînes d'approvisionnement d'échapper à une comptabilisation complète. Alors que les pays du Sud global sont continuellement soumis à des pressions pour décarboniser rapidement, souvent dans des conditions d'endettement et d'ajustement structurel, les secteurs militaires des États puissants restent partiellement à l'abri de ce même contrôle.

Ces asymétries révèlent comment la gouvernance climatique mondiale continue de reproduire les hiérarchies coloniales : ceux qui sont les plus responsables des émissions historiques bénéficient d'une certaine flexibilité, tandis que les plus vulnérables supportent des charges disproportionnées.

### **La guerre comme facteur de la crise climatique**

La guerre est à la fois une crise humanitaire et environnementale. Selon les [Nations unies](#), les conflits dégradent les écosystèmes, contaminent les sources d'eau et détruisent les systèmes agricoles, sapant ainsi les efforts d'atténuation et d'adaptation. Les forêts et les zones humides, qui sont des puits de carbone essentiels, sont souvent endommagées ou détruites pendant les conflits. Les installations industrielles

prises pour cible pendant les guerres rejettent des polluants dans l'air, le sol et les cours d'eau. La phase de reconstruction elle-même est très émettrice de carbone, ce qui entraîne des émissions supplémentaires.

Cette dynamique est particulièrement marquée au Soudan. Déjà classé parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique, le Soudan est confronté à des chaleurs extrêmes, des précipitations irrégulières, des sécheresses sévères et des inondations dévastatrices. Lorsque la guerre a éclaté entre les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces de soutien rapide (RSF) en 2023, ces vulnérabilités se sont aggravées de manière catastrophique. Des millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, les systèmes agricoles ont été perturbés, la famine s'est généralisée et les structures de gouvernance locales se sont fracturées, ce qui limite considérablement la capacité d'adaptation au climat.



© UNHCR, Refugees Media, RF1369246

*Au Soudan, des populations déjà déplacées par le conflit voient leur situation encore aggravée par des aléas climatiques de plus en plus extrêmes.*

Les données provenant des zones de conflit à travers le monde montrent que les émissions générées pendant les conflits armés peuvent rivaliser avec celles de nations entières, voire les dépasser. Pourtant, la capacité technique à mesurer et à déclarer ces émissions dans les régions déchirées par la guerre est extrêmement limitée. Cela crée une sous-représentation systémique : les endroits les plus touchés par la destruction de l'environnement sont souvent dépourvus des infrastructures nécessaires pour quantifier et soumettre les données climatiques dans les cadres de reporting mondiaux.

### *En Palestine, la destruction de l'environnement est indissociable de l'occupation.*

En Palestine, la destruction de l'environnement est indissociable de l'occupation. Les organisations de la société civile et les chercheurs documentent les schémas de destruction des terres agricoles, de contamination des eaux souterraines et de démolition des infrastructures qui dé-

gradent les écosystèmes et les moyens de subsistance. Ces schémas témoignent d'un écocide, une destruction de l'environnement qui s'inscrit dans des systèmes de domination et de dépossession.

### **La résistance de la société civile et des pays du Sud global**

Alors que les négociations officielles restent muettes, la société civile est intervenue tant sur le plan analytique que politique.

La Climate Justice Coalition (CJC) – un mouvement sud-africain composé de plus de 80 membres, dont des syndicats, des ONG, des organisations communautaires, des groupes confessionnels et d'autres acteurs engagés dans une vision transformatrice et intersectionnelle de la justice climatique – s'est jointe à d'autres organisations de justice climatique pour établir des liens entre la guerre et la destruction de l'environnement. La CJC a toujours souligné que la justice climatique est indissociable de la lutte contre le militarisme, l'impérialisme et les intérêts extractifs bien établis.

En Afrique du Sud, le CJC a soutenu et mobilisé autour des manifestations fréquentes contre [l'exportation de charbon par Glencore vers Israël](#), établissant un lien direct entre les flux de ressources fossiles et le financement des États militarisés et, par extension, des systèmes de violence. Ces actions remettent en question la vision simpliste du charbon comme ressource économique nationale, soulignant comment les chaînes d'approvisionnement mondialisées en combustibles fossiles peuvent contribuer à l'expansion militaire et à la violence étatique.

Le CJC a [maintenu](#) sa solidarité avec la cause palestinienne, associant la lutte contre l'occupation à une lutte plus large contre le capitalisme fossile, l'extractivisme et la violence racialisée. Dans le même esprit, le secrétariat du CJC a publiquement soutenu [l'appel de l'Afrique du Sud à mettre fin au génocide israélien à Gaza](#), une position politique qui situe la justice climatique au sein des mouvements mondiaux contre la violence structurelle et l'apartheid. En tant que mouvement, nous reconnaissons que toutes les luttes anticoloniales sont des questions de justice climatique. La dépossession coloniale et néocoloniale des terres favorise l'injustice climatique, car elle permet aux industries extractives, telles que l'exploitation pétrolière et gazière, de dégrader les écosystèmes qui pourraient servir de puits de carbone. Dans le même temps, elle continue d'aggraver la vulnérabilité en déplaçant les communautés autochtones, pauvres et noires, en les privant d'accès à la terre, à l'eau et à la nourriture, et en les exposant davantage aux effets du changement climatique, créant ainsi un cercle vicieux.

En tant que membres de la société civile, le CJC refuse le cloisonnement de la politique climatique. Pour le CJC et ses alliés, la justice climatique consiste à s'attaquer aux relations matérielles qui produisent à la fois la destruction écologique et la souffrance sociale.

Des initiatives telles que « The Military Emissions Gap » (L'écart entre les émissions militaires) visent à cartographier



© Silver Sibiyá, GroundUp (CC BY-ND 4.0)

Des manifestants à Johannesburg ont appelé Glencore à cesser d'exporter du charbon vers Israël.

et à quantifier l’empreinte carbone des forces armées, remettant en cause l’opacité qui protège les secteurs de la défense de toute responsabilité. Les scientifiques et les chercheurs en matière de paix ont [souligné](#) le lien entre le militarisme et le dérèglement climatique, exhortant les négociateurs à intégrer ces réalités dans les processus officiels.

Les juristes [font](#) également [valoir](#) que le droit international, y compris les principes discutés dans le cadre de l’avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ) sur le climat, pourrait être interprété comme imposant des obligations environnementales, même dans des contextes d’occupation et de conflit armé.

Parallèlement, en tant que mouvements du Sud global, nous redéfinissons la justice climatique. Au lieu de considérer le changement climatique comme une simple question environnementale, les militants établissent un lien entre le capitalisme fossile, le militarisme et l’extraction coloniale en tant que systèmes interdépendants. L’appel ne porte pas seulement sur des objectifs d’atténuation, mais aussi sur la démilitarisation, l’annulation de la dette, les réparations et le financement de la reconstruction, afin de reconnaître les dommages environnementaux.

L’adaptation sensible aux conflits est également apparue comme un principe de plus en plus important dans le discours sur le développement, reconnaissant que la résilience climatique ne peut être renforcée en l’absence de paix, de justice et de stabilité politique. Pourtant, même ce cadre évite souvent de nommer les forces géopolitiques qui perpétuent l’instabilité.

## Les enjeux

Le fait de mettre de côté la guerre et l’occupation dans les négociations sur le climat détermine quelles souffrances sont visibles, quelles émissions sont prises en compte et quels avenir sont prioritaires.

## *Les communautés vivant sous les bombardements ou sous occupation sont exclues de l’élaboration des politiques qui régissent la reconstruction et l’adaptation.*

Lorsque les émissions militaires restent sous-déclarées et que la destruction environnementale liée à la guerre est absente des agendas de la COP, les États puissants échappent à leurs responsabilités tandis que les populations vulnérables aux effets du changement climatique sont confrontées à des crises aggravées. Les communautés vivant sous les bombardements ou sous occupation sont exclues de l’élaboration des politiques qui régissent la reconstruction et l’adaptation.

Les enjeux politiques sont profonds. La justice climatique devient vide de sens si elle traite des panneaux solaires et des marchés du carbone, mais refuse de s’attaquer au militarisme. Elle devient alors technocratique plutôt que transformatrice.

Les enjeux moraux sont tout aussi importants. Traiter la guerre séparément de la crise climatique revient à ignorer le fait que la violence alimente l’effondrement écologique — et que l’effondrement écologique aggrave à son tour l’instabilité et les déplacements de population.

## **Vers une politique climatique plus honnête et plus juste**

Pour que les négociations sur le climat restent légitimes, elles doivent élargir leur champ d’application. Cela signifie exiger la transparence en matière d’émissions militaires. Cela signifie intégrer les dommages environnementaux

liés à la guerre dans les discussions sur les pertes et les dommages. Cela signifie reconnaître que le financement de l’adaptation dans les zones de conflit doit aborder la violence politique, et pas seulement les lacunes en matière d’infrastructures.

Les acteurs de la société civile de Palestine, du Soudan, d’Afrique du Sud et de l’ensemble du Sud global expriment déjà cette vision élargie. Ils insistent sur le fait que la justice climatique ne peut être dissociée des luttes contre la violence coloniale, l’occupation et la guerre. Ils remettent en question l’hypothèse selon laquelle la gouvernance climatique peut rester politiquement neutre dans un monde structuré par des rapports de force inégaux. La justice climatique n’est pas possible dans un monde où nous ignorons les génocides en cours et les projets de colonisation. Un avenir de justice climatique est un avenir où nous perturbons et déracinons les systèmes d’oppression partout où nous les trouvons.

Pour le public européen, cela soulève des questions urgentes : la diplomatie climatique peut-elle revendiquer une autorité morale tout en ignorant le coût environnemental du militarisme ? Une transition juste peut-elle avoir lieu parallèlement à l’augmentation des budgets militaires et à la poursuite des occupations ?

Une véritable justice climatique implique de faire face à ces contradictions. La destruction écologique et la violence politique ne sont pas des crises parallèles ; ce sont des réalités étroitement liées. Les séparer revient à perpétuer une politique d’effacement. Les affronter ensemble, c’est commencer à construire un cadre climatique fondé non seulement sur les mesures du carbone, mais aussi sur la justice.

**Notes et références disponibles en ligne sur notre site [brennpunkt.lu](https://brennpunkt.lu).**

## Paris, Belém, pschitt...



Raymond Klein

**Alors que l'appréciation des résultats de la récente conférence climatique (COP, Conference of the Parties) à Belém reste sujet à débat, un regard en arrière permet de mieux comprendre les échecs passés et d'analyser les processus en cours.**

Les conférences climatiques (COP) se suivent, mais ne se ressemblent pas. Celles qui ont été des succès se comptent sur les doigts d'une main. En 1992, le sommet de Rio, sorte de « COP zéro », adopta la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC). Il fallut ensuite attendre la COP3 en 1997 pour que les pays s'accordent sur le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre. Mais ce n'est qu'en 2001 (COP7) que les détails du protocole furent adoptés, pour ensuite passer à la ratification du protocole, et son application à partir de... 2008.

Entre-temps, la prise de conscience de la crise climatique avait progressé, et les attentes envers un nouvel accord, plus ambitieux, s'étaient accumulées. Avant la COP15 de Copenhague, le mouvement climatique international avait mobilisé les opinions comme jamais auparavant, mais ce fut un échec. En 2015 enfin, la COP21 aboutit au fameux accord de Paris, qui reste la base de l'action climatique au niveau international. Était-il suffisamment ambitieux ? En tout cas, dix ans plus tard, les négociations sur les détails de son application se poursuivent. La récente COP30 à Belém n'a certainement pas marqué un grand pas en avant, mais elle a donné une place à la société civile et a assuré la continuité du processus de négociation dans un contexte géopolitique délicat. Après une succession de COP décevantes, la conférence de novembre 2025 est considérée par beaucoup comme un succès relatif. Une telle appréciation positive en dit cependant

plus sur l'état des négociations au bout de 33 ans que sur le bilan de cette COP30.

Serait-il dans la nature des choses d'assister à des COP « décisives », suivies de périodes de tergiversations et d'accumulation des attentes, pour aboutir à une nouvelle COP « décisive » ? Un tel processus cyclique, qui avance par à-coups, a-t-il permis une avancée en novembre 2025 ?

D'un côté, les résultats, considérés en détail, sont plutôt décevants (voir la [réaction à chaud de l'ASTM](#) en novembre dernier, suivie par une [réaction commune de la plateforme Votum Klima](#)). D'un autre côté, les tâches à accomplir pour obtenir des avancées décisives étaient considérables. Alors que l'ensemble de la communauté internationale aurait dû fournir de nouveaux engagements de réduction des gaz à effet de serre en cours d'année, un grand nombre de ces « *Nationally Determined Contributions* » (NDC) n'ont pas été soumises ou l'ont été avec retard. Le seul pays à avoir une « excuse », est les États-Unis, qui ont officiellement tourné le dos aux négociations, ce qui en soi a évidemment posé un défi supplémentaire.

Or, plus encore qu'un engagement ambitieux en matière de réduction des émissions, il aurait fallu une annonce en matière de financement climatique de la part des « pays industrialisés ». Il n'en a rien été et la question du financement a été mise en marge du programme de la COP30 – pas étonnant que le reste

du monde montre peu d'appétit pour des décisions ambitieuses. Clairement, à ce stade, les négociations autour de la convention-cadre auraient pu s'effondrer. Que la conférence ait adopté une déclaration commune et ait abouti à des avancées ponctuelles peut donc, dans le contexte de 2025, passer pour un succès.

*La COP au Brésil, avec ses conditions organisationnelles prometteuses, a été entravée par les retombées d'une « décennie perdue ».*

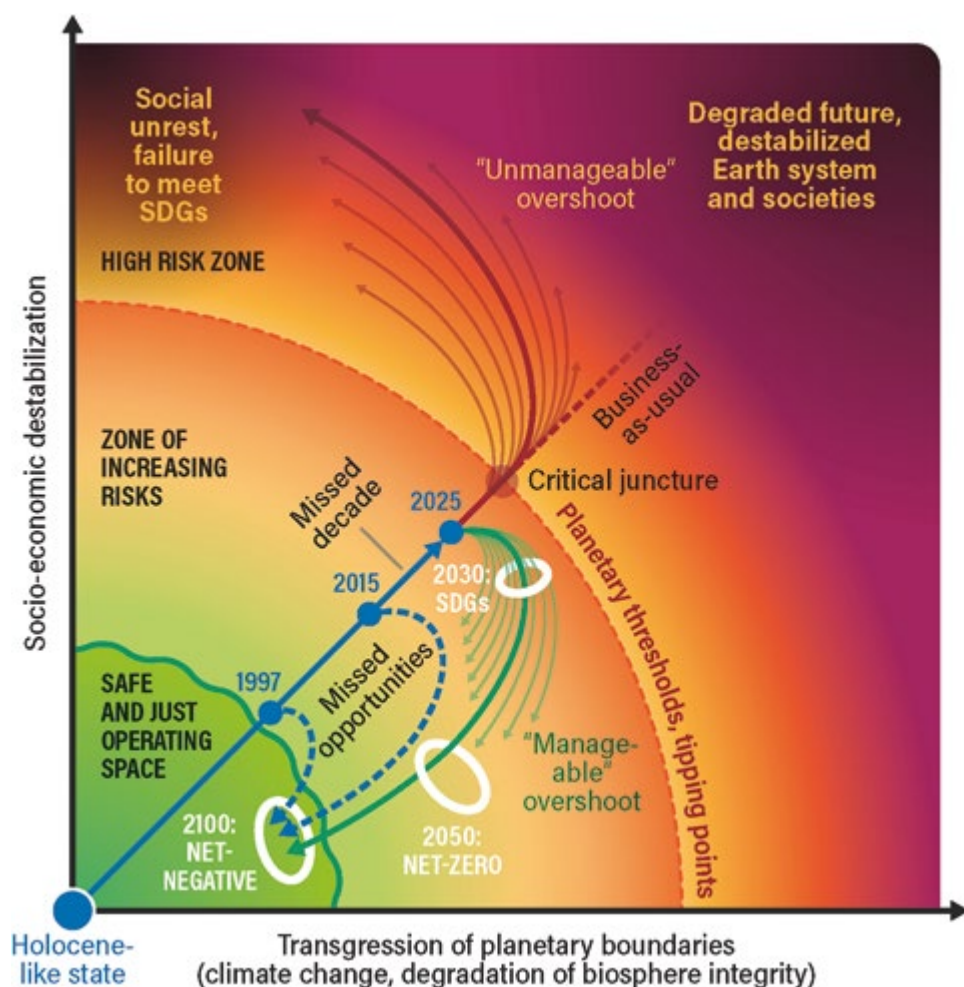
Cependant, évaluer les résultats des négociations d'année en année n'est pas à la hauteur du défi climatique. Une appréciation sur le long terme permet de comprendre pourquoi la COP au Brésil, avec ses conditions organisationnelles prometteuses, a été entravée par les retombées d'une « décennie perdue ». Clairement, le « sursaut » diplomatique qui a conduit à l'accord de Paris n'a pas suffi : la COP21 n'a été que le point de départ de négociations sur des actions concrètes, toujours en cours... 2015 aurait pu être le point de départ d'un changement de cap mondial en matière de lutte contre le changement climatique, mais seulement s'il y avait eu un second sursaut, cette fois-ci exécutif, dès cette conférence. Ceci, à défaut d'avoir obtenu un accord diplomatique plusieurs années auparavant, par exemple en 2009 à Copenhague.

Cette idée d'une « décennie perdue » ne se limite d'ailleurs pas aux politiques climatiques : c'est ce que rappelait un article scientifique publié en automne 2025, intitulé « [Living beyond limits](#) » (Vivre en dépassement des limites). En considérant l'état du système Terre par rapport à neuf limites planétaires pour les années 1997, 2015 et 2025, l'article conclut que « trop peu a été fait trop tard », no-

tamment durant la décennie passée. À ce stade, sept des neuf limites ont été dépassées, et la résilience du système Terre est réduite, notamment par rapport au réchauffement global. Désormais, des changements radicaux seraient nécessaires en matière de réduction d'émissions et de séquestration de CO<sub>2</sub>, alors qu'en même temps les sociétés humaines se retrouvent face à d'autres défis environnementaux, conséquences des dépassements multiples qui se renforcent mutuellement. Autrement dit : changer de cap aurait été facile en 1997, à portée de bras en 2015, mais nécessitera désormais un degré élevé de détermination au niveau national et de coopération internationale – et ne laisse qu'un temps très limité pour agir.

La nécessité d'une approche holistique, intégrant aussi les dimensions politique et sociale, face aux multiples crises environnementales, a été graduellement reconnue par la recherche climatique, auparavant plus axée sur la géophysique et les technologies énergétiques. Mais, en parallèle, on assiste malheureusement depuis plus de dix ans à un détricotage des institutions internationales capables de mener à bien un processus intégrant la protection du climat et de la biodiversité, ainsi que le respect de la justice sociale et du droit au développement. Une nouvelle prise de conscience des sociétés civiles de l'urgence et des interdépendances permettra-t-elle de réinventer des modes de coopération planétaire ?

Pour revenir aux défis climatiques, au cœur de la crise multiple, la « décennie perdue » est l'une des conséquences du manque d'ambition des décisions prises en 2015 à Paris. En effet, le mécanisme permettant de faire l'inventaire des réductions d'émissions (« *stocktake* »), de constater les insuffisances et d'améliorer les politiques (connu comme « cliquet » ou « *ratchet* ») n'a pas été mis en place dès 2016, mais en... 2023, avec un ajustement des politiques à partir de 2025. Là encore, l'accord de Paris sur une limitation du réchauffement à 2 degrés au plus a été suivi d'évolutions positives : consensus sur la nécessité de le limiter à 1,5 degré, adoption d'objectifs de zéro émission nette en 2050, mobilisation des Fridays for Future... pour aboutir à un constat d'échec, au vu des résultats de la COP30 à Belém, en ce qui concerne une limitation à 1,5 degré. L'affaiblissement des sociétés civiles au sein du processus de négociations y est pour quelque chose, et on ne peut qu'espérer que le prochain *stocktake*, lors de la COP33, produira une prise de conscience des insuffisances suicidaires des politiques climatiques actuelles.



© Source : capture d'écran de l'article "Living beyond Limits" du Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK).

À portée de main en 1997, à portée de bras en 2015, le changement de cap pour revenir dans les limites planétaires s'annonce désormais de plus en plus difficile.

Le caractère cyclique des négociations climatiques, avec des « décennies perdues » à répétition, est peut-être dans la nature des choses, mais il rend le processus insoutenable. En effet, si le prochain grand pas en avant n'est que dans dix ans, on sera alors en route pour dépasser les deux degrés, sans aucun espoir de retour en arrière. La dernière occasion pour changer de cap se situe probablement autour de la COP33, dans moins de trois ans. Considérant le contexte, et notamment l'environnement géopolitique, il est difficile d'imaginer une trajectoire de diplomatie climatique aboutissant à une COP donnant lieu à un sursaut multidimensionnel. On ne peut qu'espérer qu'après la succession de mauvaises surprises politiques et géopolitiques, des chocs et des évolutions positives tout aussi inattendus remettent l'humanité en état de reprendre son destin en main.

Une version enrichie de cet article, incluant notes et références, est disponible en ligne sur notre site [brennpunkt.lu](https://www.brennpunkt.lu).

# Qui a son mot à dire dans la gestion mondiale du climat ?



Samantha Ho

**La COP30 a montré à quel point les gouvernements, l'industrie et la société civile sont divisés, au-delà des clivages Nord-Sud. L'avenir se construit sur de nouvelles alliances.**

**S**il y a eu un moment lors de la COP30 qui a bien illustré l'intensité de l'événement, ses contradictions et l'équilibre délicat que devait trouver la présidence brésilienne, c'est bien celui qui s'est produit vendredi matin, à mi-parcours de la conférence.

Des dizaines de membres du peuple autochtone Munduruku du Brésil s'étaient rassemblés à l'extérieur du site pour protester contre les industries extractives responsables de la déforestation et des dégâts causés sur leurs terres ancestrales en Amazonie. Se voyant refuser l'accès à l'espace de négociation officiel de la COP30, ils se tenaient silencieusement devant les portes verrouillées.

Parmi eux se trouvait le président de la COP30, André Corrêa do Lago. Sa présence était un message à plus d'un titre : non seulement do Lago avait choisi de passer des heures à dialoguer avec les peuples autochtones, mais il l'avait fait au détriment d'une discussion sur le pétrole et le gaz à laquelle il était censé assister ce même matin.

Il était toutefois évident que les barrières physiques empêchant les peuples autochtones d'accéder à la table des décisions sur le climat reflétaient les barrières politiques auxquelles ils sont confrontés. De l'autre côté des portes verrouillées, les forces de sécurité brésiliennes montaient la garde, empêchant les populations locales d'assister aux discussions qui allaient façonner l'action

internationale pour le climat et, en fin de compte, leurs vies.

À l'intérieur de la zone bleue protégée, la discussion prévue sur la décarbonisation du pétrole et du gaz s'est poursuivie sans interruption. Parmi les intervenants figuraient un représentant de la compagnie pétrolière nationale brésilienne Petrobras et Patrick Pouyanné, PDG de la société française TotalEnergies.

Leur plus grande menace ? Les journalistes et les militants qui les interpellaient sur les effets négatifs des combustibles fossiles sur le climat.

## Un combat commun

Cette scène met en évidence la dichotomie politique à laquelle sont confrontés des pays comme le Brésil. Bien que les voix de la société civile soient fortes et trouvent même un écho auprès des plus hautes personnalités politiques, la réalité sur le terrain est souvent influencée par les intérêts économiques et industriels.

Les difficultés du Brésil à cet égard étaient évidentes à l'approche de la COP30. Le président du pays, Luiz Inácio Lula da Silva, a demandé à plusieurs reprises aux négociateurs de s'accorder sur des feuilles de route visant à éliminer progressivement les combustibles fossiles et à mettre fin à la déforestation.

Samantha Ho est journaliste et éditrice spécialisée en matière de climat et de développement durable dans la région Asie-Pacifique. Basée à Kuala Lumpur (Malaisie), elle écrit principalement pour la publication régionale *Eco-Business*.

Cependant, son gouvernement a également accordé à Petrobras une licence de forage en Amazonie quelques semaines avant la conférence.

Les désaccords sur la manière dont les combustibles fossiles devraient être gérés ont été un sujet sensible pour de nombreux négociateurs à la COP30. Lors de la séance plénière de clôture, marquée par de vives tensions, cela a failli faire dérailler les travaux : la Colombie, voisine du Brésil avec laquelle il partage l'Amazonie, a exprimé sa frustration face au fait que le texte final ait été adopté sans aucune mention de la question des combustibles fossiles. Face à la pression soutenue d'autres pays d'Amérique latine – le Panama, l'Uruguay et l'Argentine –, le président brésilien de la COP30 a suspendu la séance plénière peu après pendant plus d'une heure.

Cette tension a mis en évidence les divisions régionales entre des pays traditionnellement considérés comme faisant partie du Sud global, dont on suppose qu'ils partagent des intérêts ou des objectifs économiques communs. Mais les divergences sur les combustibles fossiles ne correspondaient pas aux blocs de négociation habituels de la COP, qui sont largement définis par la géographie et les indicateurs économiques. Un reportage de Carbon Brief a révélé des incohérences quant aux pays favorables ou opposés à son inclusion dans le texte final, en particulier au sein du Groupe africain et des pays les moins avancés.

Cela a également mis en évidence le fossé entre les revendications de la société civile et les positions adoptées par leurs gouvernements. Mohamed Adow, de Power Shift Africa, a appelé à plusieurs reprises à l'abandon du charbon, du pétrole et du gaz. Mais la Tanzanie, qui préside le Groupe africain et qui dispose

d'importantes réserves de gaz, aurait exhorté les autres nations africaines à s'opposer à la mention des combustibles fossiles dans l'accord.

## Compléments à la COP

Il est clair que le clivage Nord-Sud ne détermine plus la manière dont les pays décident de répondre au changement climatique – ce qui est peut-être pour le mieux.

Ces dernières années, des observateurs et même des négociateurs ont appelé à une réforme du processus de la COP, craignant que le système fondé sur le consensus n'ait entravé la mise en œuvre d'actions climatiques plus ambitieuses.

En réaction, certains pays ont décidé de former des coalitions en marge du processus officiel et de leurs blocs de négociation habituels afin de faire avancer des initiatives spécifiques. C'est notamment le cas de l'Alliance Powering Past Coal, qui a accueilli Bahreïn et la Corée du Sud en tant que nouveaux membres lors de la COP30, portant à plus de 180 le nombre de gouvernements nationaux et régionaux, entreprises et organisations regroupés au sein de cette coalition.

La Colombie a également poursuivi ses efforts pour mener la transition vers l'abandon des combustibles fossiles. Elle accueillera, en collaboration avec les Pays-Bas, la première Conférence internationale pour l'abandon des combustibles fossiles au monde, qui se tiendra à Santa Marta en avril prochain. Plus de 20 autres pays, représentant collectivement tous les continents, ont soutenu la déclaration de la Colombie sur une transition juste.

Même au sein du processus de la COP, des pays généralement considérés comme appartenant soit au Nord global, soit au Sud global, se sont unis. La décision de l'Australie de céder la présidence de la COP31 à la Turquie a été accueillie avec déception par les nations insulaires du Pacifique, qui espéraient que l'organisation de l'événement dans la région mettrait en lumière la menace que représente l'élévation du niveau de la mer pour leur existence. L'Australie a toutefois déclaré qu'elle soutiendrait la tenue des événements pré-COP de cette année aux Fidji et à Tuvalu. Ce dernier a lancé le premier programme mondial de migration climatique visant à reloger ses citoyens sur le territoire australien.



Lors de la séance plénière de clôture de la COP30, la négociatrice colombienne Daniela Durán González s'oppose à l'adoption d'un texte final qui ne mentionne pas la sortie des énergies fossiles.

## Le vent peut-il tourner en haute mer ?

Il convient de suivre de près les autres forums consacrés à la gouvernance environnementale mondiale, qui se tiennent parallèlement à la COP sur le climat. Cela inclut les COP sur la désertification et la biodiversité, qui se réuniront également cette année.

L'un des plus suivis sera toutefois la toute première COP sur les océans dans le cadre de l'accord sur la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BBNJ), également connu sous le nom de « Traité sur la haute mer ». Cet accord, entré en vigueur en janvier de cette année, régit la protection marine des eaux situées en dehors de tout territoire national, qui représentent plus de 60 % des océans du monde.

Cette COP1 comporte également une dimension géopolitique, car les pays devront décider lequel des trois candidats – la Belgique, le Chili ou la Chine – sera retenu pour accueillir le secrétariat du BBNJ. Bien que le secrétariat soit politiquement indépendant, le pays hôte fournit un soutien logistique et financier à ses opérations. *[Pour en savoir plus sur les enjeux géopolitiques entourant la COP sur les océans, consultez la version en ligne de cet article.]*

La COP sur les océans – aux côtés de la première conférence sur la sortie des énergies fossiles en Colombie et d'autres alliances internationales – doit relever le défi de réaliser des progrès significatifs en matière de protection de l'environnement là où la COP sur le climat a échoué.

En attendant, cependant, les peuples autochtones du Brésil et les insulaires du Pacifique nous rappellent pourquoi ces systèmes de gouvernance existent : notre survie collective et la garantie que personne ne soit laissé pour compte. Les gouvernements et les entreprises engagés dans les négociations feraient bien de ne pas l'oublier.

Notes et références disponibles en ligne sur notre site [brennpunkt.lu](https://www.brennpunkt.lu).

# Auf nach Santa Marta!



Dietmar Mirkes

**Die COP30 ist vorbei, die Ernüchterung ist groß. Die Blicke richten sich immer mehr auf Bewegungen und Events außerhalb der Klimagipfel, so zum Beispiel auf die International Conference on the Transition Away from Fossil Fuels Ende April in Santa Marta in Kolumbien.**

## Was die Ölförderung anrichtet

**H**ier liegt mein jüngster Sohn. Er wurde nur zwei Tage alt.“ Es sind solche Begegnungen mit mestizischen Bauern oder Indigenen, die einem unter die Haut gehen. Meine Rechercheisen für die ASTM führten mich etliche Male in den Amazonasregenwald im Osten Ecuadors. Hier – im sogenannten „Oriente“ – wird seit einem halben Jahrhundert Öl gefördert; die Sterblichkeit bei Neugeborenen ist hier erhöht, Fehlgeburten geschehen zweieinhalbmal so oft wie in der Hauptstadt Quito, und das Risiko, an Krebs zu sterben, ist dreieinhalbmal höher als in Quito.

In dem feuchtheißen Klima rosten Pipelines schnell; jede Woche bricht irgendwo im Oriente ein Rohr. Das herauschießende Öl enthält krebserregende Kohlenwasserstoffe, Schwermetalle und radioaktive Elemente; manchmal gerät es in Brand; Schwefeldioxid kann Lungen- und Kehlkopfkrebs und Missbildungen bewirken.

Bei der Förderung tritt Formationswasser mit aus: ein salziges Gemisch aus Öl, Wasser und Schlamm, das Zyanalkali, Quecksilber, Blei, Arsen und radioaktive Elemente enthält. Die Ölfirma Texaco, die ab 1964 eine Konzession erhielt, ließ es einfach in ausgehobene, nicht isolierte Becken einlaufen.

Mit dem Öl strömen u.a. auch Methan, Schwefeldioxid und Kohlenmonoxid aus dem Boden aus, die zu Kopfschmerzen, Erbrechen, Reizungen, Lungenkrebs, körperlichen Missbildungen, Ohnmacht, Lähmungen und Herz- und Hirnschäden führen können.

Die Bewohner des Oriente schlossen sich 1994 zur „Frente de Defensa de la Amazonia“ (FDA) zusammen; über 30.000 Siedler und Indigene verklagten Texaco; ASTM unterstützte jahrelang die Frente. Im Jahr 2001 schluckte Chevron Texaco. Die beiden Anwälte Pablo Fajardo aus Ecuador und Steven Donziger aus den USA erreichten für die Frente am Obersten Gerichtshofs von Ecuador im Prozess gegen Chevron 2011 das Urteil, dass Chevron über 9,6 Mrd. \$ Strafe zur Behebung der Schäden an Mensch und Umwelt zahlen müsse; bis heute hat Chevron keinen Cent bezahlt.

*ISDS erweist sich wieder mal als die Fortsetzung kolonialer Kanonenbootpolitik mit juristischen Mitteln...*

Im Gegenteil: Chevron reichte eine Klage gegen das Land im Rahmen eines Investor-Staat-Streitbeilegungsverfahrens

(ISDS) ein und forderte seinerseits von Ecuador über 3 Mrd. \$. Im Dezember 2025 gab die ecuadorianische Generalstaatsanwältin Diana Salazar Méndez schließlich bekannt, dass die Regierung bereit ist, dem Unternehmen „nur etwa 220 Millionen Dollar“ zu zahlen. Allerdings fordert, unter anderen, der Anwalt Steven Donziger den Präsidenten Noboa auf, diese Entscheidung vollständig abzulehnen, da private Schiedsgerichte keine Autorität über öffentliche Berufungsgerichte haben. ISDS erweist sich wieder mal als die Fortsetzung kolonialer Kanonenbootpolitik mit juristischen Mitteln...

Dass die Situation im Oriente kein bedauerlicher Einzelfall ist, sondern die Regel darstellt, belegt eine aktuelle Studie von Amnesty International:

Basierend auf Fallstudien aus Brasilien, Kanada, Kolumbien, Ecuador, Senegal und Nigeria schätzen die Autoren, dass weltweit knapp eine halbe Mrd. Menschen im Umkreis von weniger als einem km um Infrastrukturen für fossile Brennstoffe leben; zwei Mrd. Menschen leben im Umkreis von fünf km. Diese räumliche Nähe ist unter anderem verbunden mit erhöhten Risiken von Krebs, Herz-Kreislauf-Erkrankungen, Bronchitis, Asthma, negative Auswirkungen auf die Fortpflanzungsfähigkeit (angeborene Fehlbildungen, niedriges Geburtsgewicht, Frühgeburten), Angstzuständen und Depressionen. Die Studie endet mit dem Appell, die Produktion, Nutzung und Subventionierung fossiler Brennstoffe dringend zu beenden und gleichzeitig erschwingliche und nachhaltige Energie für alle sicherzustellen.

## Carbon bombs und Klimasaboteure

Zusätzlich zu diesen unmittelbaren Auswirkungen auf das Leben der „Nachbarn“ fossiler Infrastrukturen kommen die Folgen für das globale Klima. Die Verfasser der Studie „Carbon Bombs“ bezeichnen als „Kohlenstoffbomben“ 601 Projekte, die während ihrer verbleibenden Lebensdauer jeweils über eine Gigatonne CO<sub>2</sub>



© Dietmar Mirkes/ASTM

**Versuch, eine piscina zu säubern. Aus weit über 1.000 solcher sogenannten piscinas sickert seit über 50 Jahren giftiger Brei langsam in die Erde und Bäche.**



© Dietmar Mirkes/ASTM

**Bohrloch und Gasflamme im Oriente. Weltweit fackeln Ölfirmer das Methan aus Kostengründen einfach ab. Seit dem 5. 2.26 sind routinemäßiges Entlüften und Abfackeln im Öl- und Gassektor der EU verboten. Dadurch sollen jährlich Millionen Tonnen Methanemissionen vermieden werden. (InfluenceMap, n.d., aufrufbar unter [www.influencemap.org](http://www.influencemap.org))**

(1 GtCO<sub>2</sub>) erzeugen werden. Dazu kommen 1.979 neu seit 2021 genehmigte große Öl- und Gasfelder und 364 neue große Kohlebergwerke, also zusammen 2.343 neue Projekte zur Förderung fossiler Brennstoffe, bei deren Verbrennung insgesamt mehr als 1.400 Gigatonnen CO<sub>2</sub> emittiert werden. Allerdings beträgt das verbleibende Kohlenstoffbudget in der Atmosphäre nur noch 130 Gigatonnen CO<sub>2</sub>, um die globale Erwärmung im Vergleich zum vorindustriellen Niveau unter +1,5 °C zu halten. Also werden diese neuen Projekte für insgesamt elfmal mehr Emissionen als der noch verbleibende Platz in der Atmosphäre verantwortlich sein.

Die fünf weltweit aktivsten fossilen Firmen sind: TotalEnergies SE (mit 154 Projekten), China National Offshore Oil Corporation (148), Eni SpA (146), BP plc (121) und Shell plc (112). Die fünf größten Emittenten sind Saudi Arabian Oil Company (Saudi Aramco, 85,71 Gt CO<sub>2</sub>), CHINA Energy Investment Group (79,36 Gt CO<sub>2</sub>), National Iranian Oil Company (NIOC, 37,75), PJSC Gazprom (Russia, 30,4 Gt CO<sub>2</sub>) und Shandong Energy Group (China, 28,1 Gt CO<sub>2</sub>).

Für die riesigen Investitionen, die für solche Projekte nötig sind, stellten drei US-amerikanische (JPMorgan Chase, Citigroup, Bank of America) und zwei japanische Großbanken (Mizuho Financial, Mitsubishi UFJ Financial) die meisten Kredite. Noch viele weitere Banken sind in diesem lukrativen Geschäftsfeld tätig und viele von ihnen haben auch Niederlassungen am Luxemburger Finanzplatz.

*Offensichtlich kümmern sich Unternehmen und Banken überhaupt nicht um Entscheidungen der Staaten auf den Klimagipfeln.*

Von den 65 größten Banken wurden zwischen 2021 und 2024 1,6 Billionen US-Dollar an die fossilen Träger der oben

genannten *carbon bombs* vergeben. Offensichtlich kümmern sich Unternehmen und Banken überhaupt nicht um Entscheidungen der Staaten auf den Klimagipfeln; leider trifft dies aber auch auf viele Staaten zu:

Obwohl sich die Regierungen auf der COP28 darauf geeinigt haben, in diesem Jahrzehnt den Ausstieg aus fossilen Brennstoffen zu vollziehen und die Maßnahmen zu beschleunigen, planen sie immer noch in der Summe, im Jahr 2030 mehr als doppelt so viel fossile Brennstoffe zu produzieren – +120 % – als mit den Zielen für ein lebenswertes Klima vereinbar wäre. Und auch unter den kürzlich im Rahmen des Pariser Abkommens eingereichten national festgelegten Beiträgen (NDCs) enthält praktisch keiner Pläne zur Drosselung der Öl- und Gasförderung.

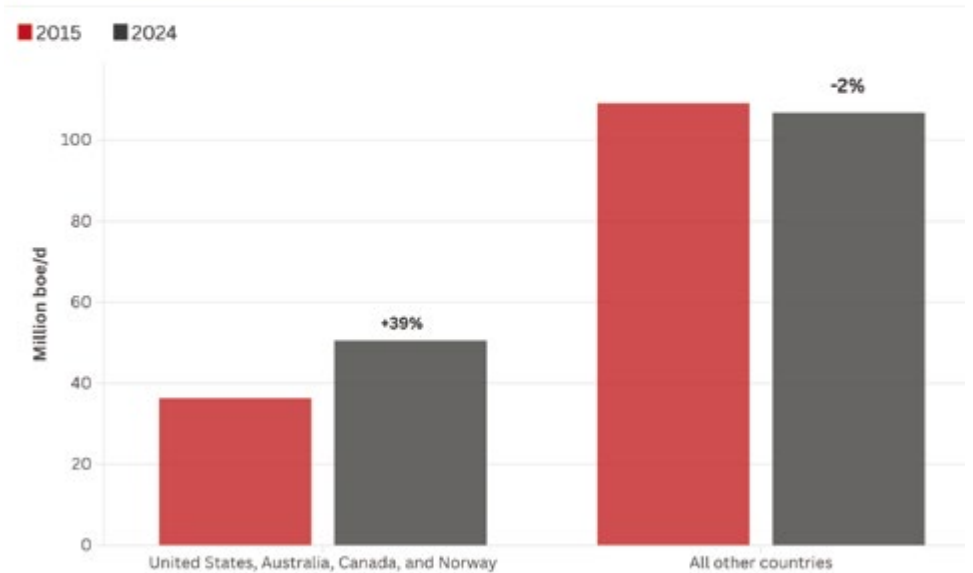
Unter ihnen stechen vier Industriestaaten als „Klimasaboteure“ besonders hervor: USA, Kanada, Australien und Norwegen. Seit der Verabschiedung des Pariser Abkommens im Jahr 2015 haben sie ihre Öl- und Gasproduktionen zusammen um fast 40 Prozent gesteigert. Ohne diese vier sank die weltweite Öl- und Gasproduktion seit der Verabschiedung des Pariser Abkommens im Jahr 2015 bis 2024 – noch zu wenig, aber immerhin!

### Klimaschutz im Schneckentempo

Die Lobbyisten der fossilen Industrie bilden – noch vor den Delegationen der einzelnen Vertragsstaaten – die größte Delegation auf den Klimagipfeln: auf der

**Four Global North Countries Overwhelmingly Drove Up Global Oil and Gas Production from 2015 to 2024**

Combined Change in Oil and Gas Production in the U.S., Canada, Norway, and Australia vs All Other Countries, 2015 to 2024



Source: OCI analysis of data from the Rystad Energy UCube (August 2025) • All values are in barrels of oil equivalent per day and include crude oil, condensate, natural gas liquids, and fossil gas production.

© OilChange International: Planet Wreckers, October 2025

**Der Anstieg der Öl- und Gasproduktion der vier Klimasaboteure im Vergleich zu allen Staaten.**



Ralph Regenvanu, Minister für Klimawandelanpassung, Vanuatu, hält eine Rede beim hochrangigen Rundtischgespräch zum Thema „Gerechter Übergang“.

COP28 in Dubai, der COP29 in Baku und der COP30 in Belém waren es jeweils an die 1500; man macht untereinander Geschäfte und sorgt dafür, dass die Staaten keine geschäftsschädigenden Beschlüsse fassen. Und so ist es nicht verwunderlich, dass es 28 Jahre brauchte, bis der Begriff „fossil fuels“ überhaupt einmal in einem Gipfeldokument auftauchte. Auf der COP29, anno 2024, war er schon wieder verschwunden, aber dafür tauchten Gas als „Übergangstreibstoff“ und *Carbon Capture and Storage* (CCS) als Teil der Lösung des Klimaproblems auf (also das Einfangen des Kohlenstoffs aus der Atmosphäre und sein Verstauen in der Erde); so wurde die COP29 zur „COP der falschen Lösungen“.

Auf dem Vorgipfel zur COP30 im Juni 2025 in Bonn kam er auch nicht vor, aber dafür immerhin der Begriff „just transition“. Auf der COP30 im Dezember 2025 in Belém nahmen zwar die USA als historisch größter Emittent von Treibhausgasen gar nicht mehr teil, doch das Prinzip der Einstimmigkeit gab und gibt den übrigen Petrostaaten faktisch ein Vetorecht gegen alle Formulierungen zum Ausstieg aus den fossilen Energien. Dennoch konnten die globale Zivilgesell-

schaft und die G77 + China (mit über 130 Staaten des Globalen Südens) durchsetzen, dass im Abschlussdokument, dem „Belém Political Package“, der Beschluss festgehalten wurde, einen „Just Transition Mechanism“ zu entwickeln, also einen Mechanismus zum gerechten Übergang von den fossilen zu erneuerbaren Energien.

*Viele Staaten aber verlieren die Geduld mit dem viel zu langsamen Tempo der Klimagipfel und dem Zwang zur Einstimmigkeit.*

Viele Staaten aber verlieren die Geduld mit dem viel zu langsamen Tempo der Klimagipfel und dem Zwang zur Einstimmigkeit. Ralph Regenvanu, Minister für Klimawandel, Energie, Umwelt und Katastrophenschutz des pazifischen Inselstaats Vanuatu, brachte in Belém die Stimmung vieler auf den Punkt: „Das Er-

gebnis enthält keinen klaren Fahrplan für den Umgang mit fossilen Brennstoffen, mit den Zeitplänen, Gerechtigkeitsprinzipien und Finanzmitteln, die wir für den Übergang benötigen. ... Der Internationale Gerichtshof hat klargestellt, dass es sich um eine rechtliche Verpflichtung handelt. Initiativen wie der Vertrag über fossile Brennstoffe sind entscheidend, um die Erwärmung auf 1,5 °C zu begrenzen.“

Um diesen Ausstieg einzulösen, kündigte Irene Vélez Torres, Kolumbiens Ministerin für Umwelt und Nachhaltige Entwicklung, die Santa-Marta-Konferenz Ende April 2026 an, mit der Absicht „rechtliche, wirtschaftliche und soziale Wege zu identifizieren, die für den Ausstieg aus fossilen Brennstoffen erforderlich sind.“

Vom 24.- 29.4.2026 organisiert Kolumbien in Santa Marta/Colombia die „Internationale Konferenz zum gerechten Übergang weg von fossilen Brennstoffen“; die niederländische Umweltministerin hat zugesagt, dass ihr Land *co-host* sein wird. Kolumbien realisiert eine progressive Klimapolitik und hat entschieden, keine neuen Lizenzen für fossile Projekte mehr herauszugeben.



© Crispim Khisetje, UN Climate Change Conference, COP30.

Irene Vélez Torres (Mitte, im orangenen Kleid) kündigt in Belém am 21.11.25 die Santa Marta-Konferenz an.

Die Konferenz soll die internationale Zusammenarbeit beim Ausstieg aus der Förderung fossiler Brennstoffe im Einklang mit der „Erklärung von Belém über den gerechten Ausstieg aus fossilen Brennstoffen“ der COP30 vorantreiben.

Aus Europa haben Österreich, Belgien, Zypern, Dänemark, Finnland, Frankreich, Deutschland, Island, Irland, Luxemburg, Monaco, Norwegen, Portugal, Spanien, Schweden, die Schweiz, Großbritannien und die Türkei diese Erklärung unterstützt, ebenso viele pazifische Inselstaaten.

Im Mittelpunkt der Santa-Marta-Konferenz sollen die Überwindung der wirtschaftlichen Abhängigkeit von fossilen Energien, die Veränderung von Angebot und Nachfrage und die Förderung der internationalen Zusammenarbeit, und des Multilateralismus stehen: Wie können Staaten ihre fiskalische Abhängigkeit vom Export von Öl, Gas oder Kohle verringern, ohne sich noch mehr zu verschulden? Wie kann man beim Umstieg auf die Erneuerbaren seine Energiesicherheit behalten, ohne auf neue Formen des Extraktivismus angewiesen zu sein? Wie lassen sich Lizenzen für neue Konzessionen für Exploration und Förderung vermeiden? Wie kann man Stilllegungen kontrolliert organisieren? Wie kann man auf der Nachfrageseite Mittel für Subventionen fossiler Energien in Investitionen in erneuerbare Energien umwidmen? Wie

kann man Widerstände gegen die Energiewenden durch internationale Zusammenarbeit auf nationaler und globaler Ebene verringern und Hindernisse wie zum Beispiel die ISDS-Verfahren verringern oder beseitigen?

Die Konferenz findet in zwei Phasen statt: Vom 24. bis 27.4.26 werden von Interessengruppen thematische Arbeitsgruppen organisiert, die in separaten Dialogräumen für die Wissenschaft, zivilgesellschaftliche Organisationen (NGOs und Gewerkschaften), den privaten Sektor, subnationale Regierungen sowie für eine Volksversammlung stattfinden. Die Konferenz an sich, den Fortschritt ihrer Vorbereitung und auch eigene Ideen einbringen ist [online](#) möglich.

Anschließend, vom 28.-29.4.2026, kommen im „hochrangigen Segment“ Minister, hochrangige Vertreter subnationaler Regierungen sowie Sprecher und Vertreter verschiedener Interessengruppen zusammen. Die Ergebnisse der Santa-Marta-Konferenz werden in die Vorbereitungen des nächsten Klimagipfels, der COP31 vom 9. – 20.11.2026 im türkischen Antalya einfließen.

## Ein Vertrag zur Nichtverbreitung fossiler Brennstoffe

Hinter der Initiative Kolumbiens steht eine große globale Bewegung: die Kampagne für einen Vertrag zur Nichtverbreitung fossiler Brennstoffe (*Campaign for a Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty*). Sie ist ein globales Netzwerk von über 18 Staaten, 140 Städten und subnationalen Regierungen, der Weltgesundheitsorganisation, dem Europäischen Parlament, über 4.200 zivilgesellschaftlichen Organisationen, mehr als 3.000 Wissenschaftlern und Akademikern, 101 Nobelpreisträgern, mehr als 900 Parlamentariern aus aller Welt und vielen Unternehmen.

Das Ziel der Kampagne ist ein internationaler Vertrag, der auf drei Säulen ruht – der Nichtverbreitung, einer fairen Ausstiegspolitik und einem gerechten Übergang: Die Regierungen sollen gemeinsam einen Plan entwickeln, um die Kohle-, Öl- und Gasförderung nicht weiter auszuweiten und in gerechter Weise aus der bestehenden fossilen Brennstoffproduktion auszusteigen; dabei sollen die Industrieländer gemäß ihren Fähigkeiten und ihrer historischen Verantwortung für Emissionen den Übergang am schnellsten vollziehen und andere Länder weltweit dabei unterstützen. Sie sollen die Wirtschaft diversifizieren und erneuerbare Energien beschleunigt einführen, damit

weder Arbeitnehmer, noch Gemeinden oder Länder zurückgelassen werden.

Bisher haben über eine Million Menschen den Aufruf unterstützt, darunter das *WhoisWho* der globalen Klimabewegung: zu den „*Treaty Champions*“ zählen u.a. Naomi Klein, Kumi Naidoo, George Monbiot, Bill McKibben, Carlos Larrea, Lidy Nacpil, Meena Raman, Olivier De Schutter, Harjeet Singh und Steven Donziger.

## OFFENER BRIEF AN DIE EU

Am 29.1.26 forderten über 120 Organisationen der internationalen Zivilgesellschaft in einem offenen Brief europäische Regierungschefs auf, die fossile Abhängigkeit von den USA abzubauen und die Konferenz in Santa Marta zu unterstützen. Zu den Unterzeichnern gehören unter anderem Oil Change International, Greenpeace International sowie das Netzwerk EU-LAT und der Mouvement Ecologique.

Andy Gherghiu, der Initiator des Briefes, dazu: „Eine fossile Abhängigkeit gegen eine andere auszuwechseln ist wie von Wodka zu Whiskey (oder besser Bourbon) zu wechseln und zu behaupten, man sei jetzt trocken. Wahre Souveränität heißt, frei von fossilen Energien zu sein!“.

Das Großherzogtum zählt sich zu den Freunden der BOGA, der COFFIS (siehe Kasten „Weitere Initiativen“) und zu den Unterstützern der „Erklärung von Belém über den gerechten Ausstieg aus fossilen Brennstoffen“ der COP30. Das ist vor allem für das Image gut. Aber was folgt daraus praktisch? Ausstieg aus dem Dieseltourismus für LKWs? Ende der Finanzierung von fossilen Projekten durch den Pensionsfonds? Mehr Verantwortungsbewusstsein für die Folgen seiner Emissionen und öffentliche Klimagelder zusätzlich zur Entwicklungshilfe?

**Anmerkungen und Literaturverzeichnis online auf unserer Website [brennpunkt.lu](http://brennpunkt.lu).**

## Weitere Initiativen

### BOGA

Zu den Unterzeichnern dieser „Erklärung von Belém“ gehören auch die Mitglieder der „Beyond Oil and Gas Alliance“ (BOGA), einer internationalen Allianz von Regierungen und Interessengruppen, die gemeinsam daran arbeiten, den kontrollierten Ausstieg aus der Öl- und Gasförderung zu erleichtern: Dänemark, Costa Rica, Frankreich, Irland, Portugal, Spanien, Schweden sowie die Pazifikstaaten Marshall Islands, Samoa, Tuvalu und Vanuatu und einige substaatliche Regionen, assoziierte Mitglieder und „Freunde“. Ins Leben gerufen von Dänemark und Costa Rica wollen sie das Thema des Ausstiegs aus der Öl- und Gasförderung in internationalen Klimadialogen stärker in den Vordergrund rücken und eine internationale Praxisgemeinschaft zu diesem Thema schaffen; auf einer Pressekonferenz auf der COP30 forderten sie einen Fahrplan zur Abkehr von den fossilen Brennstoffen. Luxemburg zählt zu den „Freunden“ von BOGA (was immer das auch heißt).

### COFFIS (Coalition on Phasing Out Fossil Fuel Incentives Including Subsidies)

COFFIS, 2023 gegründet, ist eine Koalition von 18 Regierungen mit dem Ziel, Subventionen für fossile Brennstoffe schrittweise abzubauen: Österreich, Antigua und Barbuda, Belgien, Kanada, Kolumbien, Costa Rica, Dänemark, Finnland, Frankreich, Irland, Luxemburg, die Niederlande, Neuseeland, Spanien, die Schweiz, das Vereinigte Königreich, Kolumbien und die Marshallinseln.

Die Mitglieder verpflichten sich, Transparenz über ihre eigenen Subventionen für fossile Brennstoffe zu schaffen, indem sie ein Verzeichnis veröffentlichen und einen methodischen Rahmen bilden, um damit Vergleichbarkeit zu ermöglichen.

Das NGO-Netzwerk „Stop Fossil Subsidies“ begrüßt zwar die Initiative an sich, bemängelt aber geringe Transparenz, keine Richtlinien für Inventuren, um vergleichbar zu sein, und keine glaubwürdigen Pläne zum Ausstieg aus fossilen Energien. Damit riskiert COFFIS zu einem Instrument für greenwashing zu werden und Ländern zu ermöglichen, sich fortschrittlich zu geben, während sie weiterhin fossile Brennstoffe subventionieren.

### IRENA

Die Internationale Agentur für Erneuerbare Energien (IRENA) ist eine weltweite zwischenstaatliche Organisation für die Energiewende, die Länder bei ihrer Energiewende unterstützt. Sie stellt aktuelle Daten und Analysen zu Technologie, Innovation, Politik, Finanzen und Investitionen bereit und fördert die breite Einführung und nachhaltige Nutzung aller Formen erneuerbarer Energien, einschließlich Bioenergie, Geothermie, Wasserkraft, Meeresenergie, Solar- und Windenergie.

Im Februar 2026 waren 170 Staaten und die Europäische Union Mitglieder der IRENA. Bei der kommenden Klimakonferenz COP31 möchte die IRENA einen konkreten Fahrplan für den Ausstieg aus fossilen Brennstoffen vorlegen.

# Die Ökonomie des Völkermords

## Fossiler Kapitalismus, Komplizenschaft von Unternehmen und die Infrastrukturen der Gewalt in Palästina



Ana Sánchez Mera

In Palästina findet Völkermord an den Körpern von Menschen statt, die sich seit Jahrzehnten gegen Kolonialismus, Apartheid und illegale Besatzung wehren. Er wird in Palästina erlitten, aber anderswo organisiert: in Vorstandsetagen, auf Finanzmärkten und in Logistiksystemen, die es ermöglichen, Gewalt in großem Umfang und kontinuierlich auszuüben.

Die Strukturen, die ihn aufrechterhalten, sind weiterhin intakt. Bis heute wurde keine Regierung und kein Unternehmen in nennenswerter Weise für die Begünstigung oder Aufrechterhaltung dieser Kriegsverbrechen und Verbrechen gegen die Menschlichkeit zur Rechenschaft gezogen. In ihrem jüngsten Bericht argumentiert Francesca Albanese, dass der Völkermord auf der Zusammenarbeit von 85 Staaten und einem riesigen Unternehmensnetzwerk beruht. Dies sollte nicht als zufälliges Zusammentreffen von Akteuren verstanden werden, sondern als vorhersehbares Ergebnis eines Systems, in dem Unternehmensgewinne konsequent mehr Gewicht haben als Menschenleben und Menschenwürde.

Das Problem ist nicht ein Mangel an Gesetzen, sondern die Art und Weise, wie Rechts- und Wirtschaftssysteme gestaltet sind, um Ungerechtigkeit zu rechtfertigen. Die Verantwortung ist auf Tochtergesellschaften, Verträge und Unterauftragsketten verteilt, während Compliance-Rahmenwerke oft eher dem Schutz des Rufs dienen als der Verhin-

derung von Schaden. Gewalt kann so externalisiert werden, während Gewinne von den Folgen abgeschirmt bleiben.

Wo der Kolonialismus einst durch Armeen und territoriale Eroberungen vorangetrieben wurde, wirkt er heute zunehmend durch wirtschaftliche und finanzielle Mechanismen. Kontrolle, Ausbeutung und Enteignung gehen weiter, werden jedoch durch transnationale Unternehmen vermittelt, die in einiger Entfernung von den Gebieten agieren, die sie umgestalten.

Globale Handels- und Finanzsysteme schaffen Strukturen, die nicht nur komplex, sondern bewusst undurchsichtig sind. Diese materielle, politische und moralische Distanz erhält die Wirtschaft des Völkermords aufrecht.

### Organisiertes Ökosystem der Unterdrückung

Die Militärindustrie ist der sichtbarste und gewalttätigste Ausdruck dieses Systems. Unternehmen wie Elbit Systems, Lockheed Martin und Palantir liefern Waffen, Überwachungstechnologien und Tools für künstliche Intelligenz, die die militärischen Kapazitäten erweitern und die Systeme der Bevölkerungskontrolle vertiefen. Das Netzwerk, das den Völkermord aufrechterhält, reicht jedoch weit über die Waffenhersteller hinaus.

Albanese identifiziert ein breiteres Unternehmensökosystem, in dem Technologieunternehmen wie Microsoft, Google und Amazon die digitale Infrastruktur bereitstellen, Firmen wie Caterpillar an der physischen Umgestaltung von Territorien beteiligt sind, Plattformen wie Airbnb und Booking.com die wirtschaftliche Expansion von Siedlungen normalisieren und Vermögensverwalter wie BlackRock und Vanguard das gesamte System durch Finanzinvestitionen stabilisieren. Energieunternehmen hingegen liefern die materiellen Grundlagen, die den Betrieb dieser Infrastrukturen aufrechterhalten.

Innerhalb dieses Netzwerks bleibt die Rolle fossiler Energien, trotz ihrer zentralen Bedeutung, unzureichend untersucht.

Die fossile Brennstoffindustrie und die Militärindustrie sollten nicht als getrennte Bereiche verstanden werden. Sie sind zwei Seiten derselben Medaille der Zerstörung. Militärische Macht ist auf fossile Energie angewiesen, um Flugzeuge, Fahrzeuge und digitale Systeme anzutreiben, während die Gewinnung fossiler Brennstoffe häufig auf militarisierte Sicherheit angewiesen ist, um die Infrastruktur zu schützen und Widerstand zu unterdrücken. Zusammen erhalten sie eine Form des fossilen Kapitalismus aufrecht, die strukturell gewalttätig, ausbeuterisch und kolonialistisch ist.

Die Verfolgung der Energieflüsse macht diese Beziehung materiell sichtbar.

Untersuchungen im Zusammenhang mit Albaneses Erkenntnissen deuten auf Unternehmen hin, die innerhalb dieser Lieferketten tätig sind - darunter Petrobras und Valero Energy, die weithin als wichtige Lieferanten von Flugbenzin für den israelischen Markt identifiziert wurden. In diesem Zusammenhang ist Treibstoff keine neutrale Ware mehr, sondern wird zu einer materiellen Voraussetzung für nachhaltige Militärmacht.

Kohle spielt eine weniger auffällige, aber ebenso entscheidende Rolle. Albanese identifiziert Unternehmen wie Glencore und Drummond als wichtige Lieferanten dieses Energiesystems. Was auf den ersten Blick wie gewöhnlicher Energiehandel

erscheint, wird somit zu einer weiteren Ebene der materiellen Unterstützung für Siedlerkolonialismus, Annexion und illegale Besetzung, indem es die Stromnetze aufrechterhält, die wiederum die Wirtschaft der Siedlungen und die digitalisierte Kriegsführung am Laufen halten.

Zusammengenommen zeigen Öl, Kerosin und Kohle die Tiefe der Verbindung zwischen fossilen Brennstoffen und dem Militär. Öl sichert Logistik und Mobilität, Kerosin ermöglicht die Luftüberlegenheit und Kohle unterstützt die elektrische Infrastruktur zur langfristigen territorialen Kontrolle. Die Ökonomie des Völkermords ist daher untrennbar mit der Nutzung von Energie als Instrument der Unterdrückung verbunden, das über globale Handelswege, Unternehmen und Finanzsysteme organisiert wird.

Energie selbst wird zunehmend zu einem Instrument der Regierungsführung. In verschiedenen Regionen - von Kuba bis zur Ukraine - wird der Zugang zu Brennstoffen und Elektrizität genutzt, um die Bevölkerung zu disziplinieren und politische Ergebnisse zu beeinflussen. Palästina spiegelt dieses allgemeine Muster wider: Energieflüsse werden als Waffe eingesetzt, um die Macht zu festigen.

Die Kontrolle der Energieinfrastruktur durch Unternehmen spielt in diesem Prozess eine zentrale Rolle. Albanese hebt die Rolle großer Unternehmen hervor, deren Aktivitäten das israelische Ener-

giesystem aufrechterhalten. BP hat seine Explorationsaktivitäten in Meeresgebieten ausgeweitet, die mit den besetzten palästinensischen Gebieten verbunden sind, und BP sowie Chevron gehören nach wie vor zu den Hauptlieferanten israelischer Raffinerien. Diese Netzwerke sind keine neutralen Infrastrukturen, sondern Teil der materiellen Bedingungen, die die Fortsetzung der Besetzung und der militärischen Gewalt ermöglichen.

Die Kontrolle über Treibstoff, Strom und Infrastruktur bestimmt, wer sich bewegen kann, wer wiederaufbauen kann und wer in einer permanenten Krise gefangen bleibt. Macht wird nicht nur durch Waffen ausgeübt, sondern auch durch Verträge, Schifffahrtsrouten und Unternehmensentscheidungen, die weit entfernt von den Menschen getroffen werden, die ihre Folgen zu tragen haben.

### **Materieller Widerstand : Sanktionen, Embargos und kollektive Macht?**

Das Problem ist also nicht das Fehlen von Regulierung, sondern der politische und wirtschaftliche Rahmen, der Ungerechtigkeit legitimiert. Der Völkermord geht ungestraft weiter, weil die Systeme, die ihn aufrechterhalten, weiterhin wie vorgesehen funktionieren. Wenn Völkermord jedoch materielle Infrastrukturen

hat, kann er auch auf dieser Ebene bekämpft werden.

Seit mehr als zwanzig Jahren deckt die Boykott-, Desinvestitions- und Sanktionsbewegung (BDS) die Rolle von Unternehmen bei der Aufrechterhaltung der Apartheid und Besetzung auf. Durch anhaltenden kollektiven Druck konnten konkrete Erfolge erzielt werden. So zog sich beispielsweise die Bank HSBC aus dem israelischen Rüstungsunternehmen Elbit Systems zurück, nachdem in langwierigen Kampagnen die finanziellen Verbindungen der Bank zu Unternehmen aufgezeigt worden waren, die Waffen für den Einsatz gegen Palästinenser liefern. Kampagnen gegen den Sicherheitsdienstleister G4S wegen dessen Rolle in israelischen Gefängnissen und Kontrollpunkten trugen dazu bei, dass das Unternehmen in mehreren Ländern Aufträge verlor und sich aus Projekten zurückzog. Auch andere Unternehmen wie Veolia, Orange und CRH zogen sich nach anhaltendem Druck der Zivilgesellschaft aus Projekten im Zusammenhang mit Siedlungen zurück. Zudem verabschiedeten Universitäten, Gewerkschaften und kulturelle Einrichtungen Boykott- oder ethische Kooperationsrichtlinien, die sich an den Forderungen der Palästinenser nach Rechenschaftspflicht orientieren. Diese Erfolge mögen allein nicht ausreichen, um das gesamte System zu zerstören, sie zeigen jedoch, dass koordinierter sozialer Druck materielle Kosten verursachen und mächtige Akteure dazu zwingen kann, ihre Rolle zu überdenken. Sie zeigen, dass Straflosigkeit keine Option mehr ist.

Maßnahmen wie die Aussetzung der Kohleexporte aus Kolumbien nach Israel haben in jüngerer Zeit gezeigt, dass selbst Energieflüsse, die oft als unantastbar gelten, unterbrochen werden können, wenn der politische Druck nicht mehr zu ignorieren ist.

Die vor uns liegende Herausforderung ist daher eine Frage des politischen Willens. Die Wirtschaft hat die Macht, Völkermord zu schüren, doch kollektives Handeln hat die Macht, die Ketten zu unterbrechen, die ihn ermöglichen.



**Francesca Albanese spricht auf der sogenannten Bogotá-Konferenz (Notfallkonferenz zu Palästina) über internationale Verantwortung und wirtschaftliche Verflechtungen, die sie in ihrem Bericht als „Ökonomie des Genozids“ analysiert.**

# Écocide à Gaza : colonialisme, destruction environnementale et lutte pour la survie



Mazin Qumsiyeh

La dévastation environnementale qui touche la bande de Gaza depuis octobre 2023 est l'un des cas d'écocide les plus importants et les plus délibérés de l'histoire moderne. Cet article examine les dimensions écologiques de l'offensive en cours contre Gaza dans le contexte d'un siècle de transformation environnementale coloniale en Palestine, et documente la destruction des écosystèmes, des terres agricoles, des infrastructures hydrauliques et de la biodiversité. Il examine également les cadres juridiques et moraux entourant le concept d'écocide, le comparant à des crimes connexes tels que le génocide et les crimes contre l'humanité. Enfin, il met en lumière la résilience et la résistance des acteurs environnementaux palestiniens, ainsi que l'appel mondial à la responsabilité et à la restauration écologique.

## Définition de l'écocide et sa pertinence pour Gaza

Le terme « écocide » provient du grec *oikos* (maison) et du latin *caedere* (tuer), et signifie littéralement « tuer sa maison ». Il désigne les actes causant des dommages étendus, durables ou graves à l'environnement, menaçant ainsi la survie des écosystèmes et des communautés qui en dépendent. Bien que l'écocide ne soit pas encore codifié comme un crime international fondamental dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, les universitaires et les prati-

ciens du droit plaident de plus en plus en faveur de sa reconnaissance au même titre que le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Dans la bande de Gaza, le ciblage délibéré des systèmes environnementaux (eau, sol, air, flore, faune et institutions écologiques) au cours des deux années d'attaques constitue un exemple d'écocide. Comme le montre clairement un article publié par la chercheuse américaine Ahlam Abuawad et ses collègues universitaires, la destruction de l'environnement à Gaza n'est pas un dommage collatéral, mais une stratégie intentionnelle visant à rendre le territoire inhabitable. L'effondrement écologique de Gaza doit donc être compris à la fois comme une catastrophe biophysique et un instrument politique de domination, et la destruction actuelle doit être replacée dans le contexte d'une longue histoire de colonialisme environnemental en Palestine.

Les dommages environnementaux en Palestine ne datent pas de 2023. Ils trouvent leur origine dans le projet colonial sioniste initial, qui visait non seulement à déposséder le peuple palestinien indigène, mais aussi à transformer le paysage afin qu'il corresponde à un idéal écologique européen. Dès les années 1920, l'assèchement des zones humides de Hula, dans le nord de la Palestine, a été salué comme une mission « civilisatrice », mais il a entraîné la destruction de 219 espèces, seule la grenouille peinte de Hula (*Latonia nigriventer*) endémique à la région, ayant réussi à revenir par la suite. Cela représente l'effondrement

Mazin Qumsiyeh est un scientifique, auteur et militant des droits humains palestinien. Il est le fondateur et directeur de l'Institut palestinien pour la biodiversité et la durabilité de l'université de Bethléem (<https://www.palestinenature.org/>), qui se consacre à la recherche et à l'éducation environnementales ainsi qu'à la conservation du monde naturel, de la culture et du patrimoine en Palestine.

d'un écosystème unique de zones humides qui était également important pour la migration des oiseaux.

Les projets ultérieurs, notamment le détournement du Jourdain, la déforestation massive et la plantation de monocultures de pins européens à la place des arbres indigènes, ont encore modifié cet équilibre. Avant 1948, le Jourdain déversait environ 1,35 milliard de mètres cubes d'eau par an dans la mer Morte ; dans les années 2000, ce chiffre était tombé à moins de 20 millions de mètres cubes par an. De même, des millions d'arbres sauvages et domestiques (oliviers, caroubiers et amandiers) ont été déracinés pour laisser place à des colonies, des zones militaires et des murs.

Cette « Nakba environnementale », comme elle est décrite ailleurs, est un pilier central du processus colonial. La transformation écologique du territoire poursuit des objectifs à la fois symboliques et pratiques : effacer la présence autochtone, revendiquer le contrôle des ressources naturelles et créer un paysage exclusivement destiné au colonisateur.

## Écocide dans la bande de Gaza : la phase contemporaine

Depuis octobre 2023, Gaza est confrontée à un niveau sans précédent de dévastation environnementale. Des études satellitaires indiquent que plus de 60 %

des terres agricoles ont été détruites ou rendues inutilisables par les bombardements, le bulldozage et la contamination. Cette destruction touche notamment les oliveraies, les exploitations maraîchères et les serres qui assuraient auparavant la sécurité alimentaire locale. Selon certaines informations, plus de 70 % des habitats d'espèces menacées et endémiques auraient été détruits, ce qui place la biodiversité de Gaza au bord de l'extinction. Des espèces telles que le souimanga de Palestine (*Cinnyris osea*), le guêpier d'Europe (*Merops apiaster*), et le hérisson du désert (*Paraechinus aethiopicus*) sont confrontées à une perte d'habitat aiguë due à la déforestation, à la contamination des sols et à l'effondrement des infrastructures.

De plus, les campagnes de bombardements ont libéré d'immenses quantités de gaz à effet de serre. Selon *The Guardian*, les émissions des 90 premiers jours de bombardements ont dépassé l'empreinte carbone annuelle combinée de 20 petits pays. Ces dommages environnementaux comprennent la combustion de carburant militaire, la destruction de structures en ciment et en asphalte, ainsi que le rejet de métaux lourds et de poussière d'amiante, qui contribuent tous au changement climatique régional et mondial.

### L'effondrement, la contamination et le scolasticide

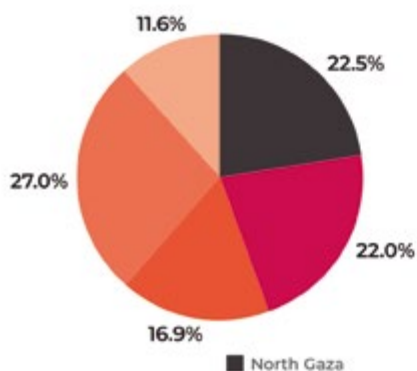
La destruction des infrastructures de Gaza a provoqué une catastrophe sanitaire et environnementale. Les attaques israéliennes ont visé non seulement les hôpitaux et les installations hydrauliques, mais aussi les usines de dessalement, les stations d'épuration des eaux usées et les sites de gestion des déchets. En conséquence, les eaux usées non traitées se déversent désormais directement dans la Méditerranée, contaminant les eaux le long des côtes de Gaza et du sud d'Israël. Les blocus sur les carburants ont par ailleurs paralysé les systèmes de collecte des déchets et de dessalement, provoquant des épidémies généralisées de maladies infectieuses. La combinaison de la dégradation de l'environnement et de l'effondrement du système de santé publique illustre parfaitement l'écocide complexe, dans lequel la destruction de l'environnement multiplie les souffrances sociales.

L'utilisation d'armes ayant un impact environnemental important à Gaza a également été largement documentée. Les munitions au phosphore blanc, qui s'enflamment spontanément au contact

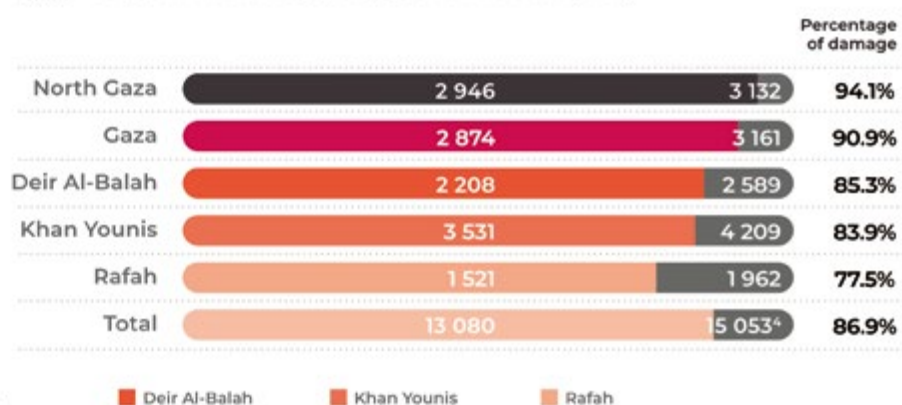
de l'oxygène, causent non seulement des souffrances humaines, mais aussi une contamination à long terme des sols et des eaux souterraines. Les niveaux élevés d'isotopes de plomb et de cadmium détectés dans des échantillons de poussière prélevés dans la région suggèrent une possible exposition à des réactions neutroniques ou radioactives, ce qui corrobore l'hypothèse de l'utilisation de munitions non conventionnelles. Une telle contamination rend de vastes zones impropres à l'agriculture et menace les chaînes alimentaires par bioaccumulation dans les cultures et le bétail. Ce processus illustre la dimension écotoxicologique de la guerre, dans laquelle les résidus du conflit persistent dans la biosphère longtemps après la fin des bombardements.

Au-delà des dommages physiques causés, la guerre a visé les établissements d'enseignement et de recherche de Gaza, détruisant ainsi la capacité d'étudier ou de remédier aux dommages environnementaux. Cette destruction systématique de l'enseignement supérieur, un phénomène appelé « scolasticide », élimine les capacités scientifiques locales indispensables à la reconstruction. Toutes les universités de Gaza, y compris l'université islamique de Gaza et l'université Al-Azhar, ont été détruites ou gravement

Damage distribution



Cropland damage by governorate (ha<sup>3</sup>)



© FAO, 2025 CD7337EN/1/11.25, CC-BY-4.0

Dégâts causés aux terres agricoles par le conflit dans la bande de Gaza au 28 septembre 2025.

endommagées. Les laboratoires abritant des collections écologiques, des banques de semences et des bases de données sur la biodiversité ont été anéantis. Cette destruction de l'infrastructure intellectuelle constitue un écocide fondé sur la connaissance, effaçant des générations de sciences environnementales et de gestion responsable.

### Cadres juridiques et moraux : l'écocide est-il un crime ?

La reconnaissance de l'écocide comme crime au regard du droit international prend de l'ampleur. En 2021, des projets d'amendements au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) définissent l'écocide comme « des actes illégaux ou gratuits commis en sachant qu'il existe une probabilité substantielle que ces actes causent des dommages graves, étendus ou à long terme à l'environnement ». Ces amendements demandent que le Statut de Rome soit modifié afin d'inclure l'écocide parmi les crimes existants, aux côtés du génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et du crime d'agression. En appliquant ce cadre à Gaza, de nombreux actes, du ciblage des systèmes d'approvisionnement en eau à la contamination des sols par des agents toxiques, répondent à ces critères. La nature délibérée et systématique de ces actes renforce l'argument juridique selon lequel un écocide est en cours.

En mai 2025, la Mission permanente de la Palestine auprès des Pays-Bas a officiellement déclaré que la dévastation écologique de Gaza constituait un écocide, soulignant que moins de 5 % des terres agricoles restaient cultivables.

Dans leur article, le groupe de scientifiques dirigé par Ahlam Abuawad a appelé la communauté scientifique à adopter une position morale et à « dénoncer la catastrophe environnementale sans précédent et évitable causée par l'homme à Gaza, ainsi que le génocide et l'écocide qui se déroulent actuellement dans cette région ».

### Écocide, colonialisme et résistance

L'écocide à Gaza est indissociable de la matrice coloniale du pouvoir en Palestine. Il est à la fois une conséquence et un outil de domination. En détruisant les systèmes écologiques, la puissance occupante supprime les fondements de la vie et de la souveraineté, imposant ainsi la dépendance et le déplacement de populations. Pourtant, les Palestiniens résistent continuellement par le biais de l'activisme environnemental, de l'agroécologie, de la conservation des semences et de la restauration des communautés. L'Institut palestinien pour la biodiversité et la durabilité (PIBS), basé à Bethléem, mène par exemple des initiatives visant à conserver les espèces indigènes, à documenter les dommages environnementaux et à promouvoir la justice écologique. Ces actes d'éco-résistance, ou d'« éco-sumud » (fermeté écologique), démontrent que la vie et l'action persistent malgré la destruction.

Cependant, la dégradation de l'environnement à Gaza a des répercussions transfrontalières. Les contaminants provenant des sites industriels bombardés et des effluents d'égouts polluent

la mer Méditerranée, mettant en péril les pêcheries régionales et la biodiversité côtière. La pollution atmosphérique causée par les bombardements continus contribue aux émissions de gaz à effet de serre et de particules fines qui affectent la qualité de l'air dans tout le Levant.

De plus, l'écocide de Gaza illustre parfaitement l'intersection entre l'injustice climatique et la violence impériale. La profonde vulnérabilité de la Palestine au changement climatique se conjugue tragiquement à la destruction en cours. La chaleur augmente, la sécheresse s'intensifie et les précipitations diminuent, tombant à moins de 40 % de la moyenne annuelle des 40 dernières années l'hiver dernier. Dans ce contexte, lors de la COP29 en 2024, les voix palestiniennes ont dénoncé l'hypocrisie des discussions mondiales sur le climat qui ignorent l'écocide en cours à Gaza, exigeant une justice climatique collective et le désinvestissement des systèmes énergétiques qui alimentent l'occupation.

Les mêmes systèmes mondiaux qui favorisent l'extraction des combustibles fossiles, la militarisation et l'exploitation environnementale se reproduisent dans la destruction de Gaza. Pour assurer la justice environnementale mondiale, il



© Arab Group for the Protection of Nature, 2025.

**Le Arab Group for the Protection of Nature (APN) a lancé en 2024 un projet visant à aider les agriculteurs à Gaza à réhabiliter leurs exploitations et à poursuivre leur production dans les zones où cela était physiquement possible, afin de renforcer la souveraineté alimentaire dans cette région touchée par la famine et d'accroître la résilience des agriculteurs.**

est essentiel de reconnaître l'écocide comme un phénomène systémique et non comme une anomalie locale.

## Vers la restauration et la responsabilisation

Pour lutter contre l'écocide en marche à Gaza, il est nécessaire de mener une action humanitaire immédiate ainsi qu'une restauration écologique à long terme. Les priorités comprennent la surveillance environnementale et la collecte de données à l'aide d'images satellites et de la science communautaire locale. Les décombres générés dépassent 37 millions de tonnes et sont extrêmement dangereux, contenant des résidus de bombes, de l'uranium appauvri, du phosphore blanc, de l'amiante et d'autres matériaux hautement à risques. Les actions à déployer concernent la gestion des débris, la réhabilitation des systèmes d'eau et d'égouts, en donnant la priorité aux solutions décentralisées alimentées par des énergies renouvelables, le reboisement et la restauration des habitats à l'aide d'espèces indigènes. In fine, la responsabilité juridique doit également être assurée, notamment par le biais d'un plaidoyer international en faveur de la reconnaissance de l'écocide et de réparations.

La dévastation de Gaza n'est pas seulement une crise humanitaire, c'est aussi une crise écologique aux répercussions mondiales. La destruction des terres, de l'eau, de l'air et de la biodiversité révèle une intention non seulement de soumettre un peuple, mais aussi d'anéantir les fondements écologiques de sa survie. Il est essentiel de reconnaître cela comme un écocide afin de rendre justice et de restaurer la vie en Palestine. Une véritable durabilité ne peut exister sous occupation. La restauration de l'environnement de Gaza nécessite donc le rétablissement de la souveraineté, de la justice et de la paix, pour permettre aux populations et à la nature de se reconstruire.

Notes et références disponibles en ligne sur notre site [brennpunkt.lu](http://brennpunkt.lu).

## « Les Palestiniens doivent déterminer leur destin »

Julie Smit

La première phase du plan de cessez-le-feu, signé en octobre 2025 par Israël et le Hamas, et au cours de laquelle plus de 600 Palestiniens ont été tués dans des attaques israéliennes, a pris fin à la mi-janvier 2026. La phase II du processus prévoit la création d'un « Conseil de paix » présidé par le président Donald Trump, ainsi que d'un Comité national technocratique de transition pour l'administration de Gaza (NCAG), chargé de la gestion quotidienne des affaires civiles dans cette région, y compris de l'agriculture. Le NCAG, seul organe dans lequel les Palestiniens sont représentés, n'aura aucun pouvoir politique et fonctionnera sous la supervision du Conseil de paix.

Avec plus de 96 % des terres agricoles détruites ou inaccessibles, des sols contaminés après des années de bombardements intensifs, des puits et des serres en ruines, ainsi que des bateaux de pêche détruits, la nécessité de relancer l'agriculture est plus urgente que jamais. De plus, la « ligne jaune », sur laquelle l'armée israélienne s'est retirée en octobre dans le cadre de la première phase du « plan de paix », place plus de la moitié de la superficie totale de Gaza, dont environ 50 % des terres agricoles les plus fertiles, sous contrôle direct d'Israël, séparant ainsi les agriculteurs de leurs terres.

Étant donné que le « plan de paix » exclut les Palestiniens de toute participation à la détermination de l'avenir de leur pays, les agriculteurs et leurs organisations sont profondément préoccupés par l'avenir de l'agriculture à Gaza, à un moment crucial. L'agriculture familiale à pe-

tite échelle, qui permettait autrefois à Gaza d'être largement autosuffisante en fruits et légumes, pourra-t-elle à nouveau se développer, ou l'agriculture industrielle et la dépendance à l'aide et aux importations, promues par Israël au détriment de la souveraineté alimentaire palestinienne, l'emporteront-elles ?

Le « plan de développement économique de Trump », qui considère la reconstruction de Gaza comme une vaste opportunité d'investissement axée sur le tourisme de luxe, les centres de données et l'agriculture intensive, sans lien avec les populations locales, semble confirmer cette dernière hypothèse.

Dans un communiqué récent, l'Union des agriculteurs palestiniens (PFU), organisation partenaire de l'ASTM, a appelé le NCAG à veiller à ce que « la protection des droits des agriculteurs et des terres agricoles soit placée au cœur de toutes les politiques et plans de reconstruction, avec une participation significative des associations d'agriculteurs locaux. Les Palestiniens doivent être responsables de déterminer leur destin. »

La PFU insiste sur la nécessité d'une réhabilitation agricole rapide, de garantir aux agriculteurs un accès sûr et immédiat à leurs terres, de leur fournir les intrants nécessaires et de leur assurer une sécurité d'occupation, afin qu'ils puissent retrouver leur rôle traditionnel de producteurs alimentaires, contribuer à la sécurité alimentaire et à la résilience de la population de Gaza, et réduire leur dépendance à l'aide humanitaire.

« L'agriculture ne doit pas être considérée comme un secteur secondaire », a souligné la PFU. « Il s'agit d'un point d'entrée fondamental pour restaurer la vie, la dignité et la résilience à Gaza. La reconstruction de Gaza commence par la terre. »

# Un pacte sans justice

**Comment l'agenda méditerranéen de l'UE accentue l'exploitation, les inégalités et les déplacements de population dans la région MENA et dans les pays du Sud global**



MenaFem

**En janvier dernier, soit un mois après le lancement officiel par l'Union européenne (UE) du Pacte pour la Méditerranée, un nouveau cadre définissant les priorités géopolitiques et économiques de l'Europe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue en Jordanie, en Syrie et au Liban pour mettre en œuvre les objectifs du Pacte. Bien que le Pacte pour la Méditerranée soit présenté comme un processus de « co-création » et de « coopération » entre l'Europe et la région MENA, une lecture rapide du document révèle qu'il est en réalité imprégné d'un langage colonial et qu'il est motivé par la volonté de l'Europe de consolider et d'étendre son pouvoir économique et politique sur la région.**

## Qui sont les véritables gagnants et perdants ?

Le Pacte pour la Méditerranée est présenté comme le renouvellement de la [Déclaration de Barcelone de 1995](#), qui, dans le même esprit, promettait la paix, la prospérité et le respect des droits humains grâce à la coopération entre l'Europe et la région MENA. Cependant, comme le montrent clairement les trois dernières décennies, la réalité a été tout autre. Les politiques et les actions successives de l'UE n'ont cessé d'aggraver les conflits et l'instabilité dans toute la région. D'un côté, l'UE parle des droits humains, mais de l'autre, elle continue de militariser et d'externaliser ses frontières, ce qui a causé la mort de [plus de 33000](#) personnes en Méditer-

ranée depuis 2014. Le dernier incident en date est le naufrage d'un bateau de migrants au large des côtes libyennes début février, qui a fait 53 morts. Elle célèbre la coopération économique et les investissements, puis tire d'énormes profits de ressources bon marché, sans que les citoyens et les communautés locales n'en tirent d'avantages. Alors qu'elle proclame son soutien à la décarbonisation, elle donne la priorité à des projets d'énergies renouvelables destinés à l'exportation vers l'Europe plutôt que de permettre à la région MENA de décarboniser d'abord ses propres activités selon ses propres conditions.

C'est dans ce contexte que l'UE propose désormais son Pacte pour la Méditerranée, articulé autour de trois piliers : « les populations », « les économies » et « la

Le mouvement MenaFem pour la justice économique, le développement et la justice écologique est un réseau régional féministe informel qui relie des économistes féministes, des militantes pour le climat, des chercheuses et des groupes locaux du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord partageant une vision politique autour de la justice économique et écologique.

gestion des migrations et la sécurité », et qui concerne son « voisinage méridional », composé de l'Algérie, de l'Égypte, d'Israël, de la Jordanie, du Liban, de la Libye, du Maroc, de la Palestine, de la Syrie et de la Tunisie. Dès le départ, le Pacte tente délibérément d'évoquer la proximité en utilisant pour la première fois le terme « Méditerranée » au lieu de « Moyen-Orient et Afrique du Nord », afin de dépolitiser subtilement une région façonnée par la domination (néo)coloniale et l'extraction des ressources. De plus, le fait d'inclure Israël comme partenaire économique, alors qu'un génocide est en cours, prouve une fois de plus la normalisation du colonialisme et de l'occupation par l'Europe, ainsi que la valorisation des vies blanches par rapport aux vies brunes.

*Le Pacte utilise les mêmes instruments et la même architecture que ceux par lesquels l'Europe externalise ses crises vers les pays du Sud global.*

Au lieu de s'attaquer aux facteurs structurels d'instabilité, tels que la dette, les inégalités, la dépossession et la dégradation écologique, qui sont causés et exacerbés par le Pacte sur les migrations et le plan d'investissement Global Gateway déjà en place, le Pacte utilise les mêmes instruments et la même architecture que

ceux par lesquels l'Europe externalise ses crises vers les pays du Sud global. Il positionne une fois de plus la région MENA comme une zone de ressources : un réservoir de main-d'œuvre bon marché, d'énergie solaire abondante, de terres, d'eau et de minéraux nécessaires à la transition verte de l'Europe. Ces ressources sont principalement mobilisées pour garantir l'autonomie énergétique de l'Europe, notamment depuis la crise gazière déclenchée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

## **Le développement comme terrain d'expansion du capital plutôt qu'une responsabilité politique**

Au cœur du Pacte se trouve son deuxième pilier : « Des économies plus fortes, plus durables et plus intégrées ». Présenté comme le moteur de la stabilité et de la création d'emplois, il repose sur des hypothèses néolibérales familières qui ont déjà échoué à plusieurs reprises dans la région. De nombreux pays de la région MENA sont actuellement en proie à de graves crises de la dette, accompagnées de mesures d'austérité imposées par les institutions financières internationales. Ces politiques érodent les services publics et la protection sociale, touchant de manière disproportionnée les femmes, les migrants, les populations rurales et les travailleurs informels, qui dépendent le plus des soins de santé, d'une éducation, d'un approvisionnement en eau et en énergie abordables.

Dans ces conditions, les gouvernements sont contraints d'attirer les investissements étrangers à tout prix, en offrant des exonérations fiscales, des terrains bon marché et des conditions de travail peu réglementées aux entreprises multinationales, pour la plupart européennes. Les petites et moyennes entreprises locales bénéficient rarement d'un soutien similaire, ce qui affaiblit les

structures économiques nationales et freine le développement industriel. Les termes « économies complémentaires » et « avantage mutuel » utilisés dans le Pacte masquent le fait que les pays de la région MENA sont intégrés depuis longtemps dans la division mondiale du travail, en tant que fournisseurs de matières premières et de main-d'œuvre bon marché, tout en restant dépendants des technologies importées à forte valeur ajoutée.

Son pilier économique est indissociable de la stratégie Global Gateway de l'UE, qui vise à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements d'ici 2027. Le Pacte lui-même stipule que « tous les instruments financiers pertinents de l'UE seront mobilisés pour soutenir sa mise en œuvre », y compris ceux utilisés pour faire avancer les projets de « développement » de Global Gateway. Cependant, la stratégie Gateway s'appuie sur des mécanismes de financement opaques tels que les garanties et le financement mixte pour tirer parti des profits privés générés par le « développement », en encourageant la privatisation des infrastructures, la commercialisation des services publics et un programme de réformes libérales adapté aux opportunités des entreprises. Dans la pratique, ce modèle est déjà en train de remodeler les secteurs énergétiques dans toute la région. En Égypte, les projets Global Gateway accélèrent la privatisation, avec des initiatives telles que l'interconnexion GREGY, conçue principalement pour exporter de l'électricité renouvelable vers l'Europe via la Grèce, alors même que l'accès à l'énergie et son caractère abordable restent profondément inégaux au niveau national. En Tunisie, l'interconnexion ELMED avec l'Italie est célébrée comme un projet phare, mais sa fonction principale est d'intégrer la Tunisie au marché énergétique européen plutôt que de faire progresser la justice énergétique locale. En Jordanie, les investisseurs privés ont largement profité des projets d'énergie renouvelable, tandis que l'État a accumulé des dettes et des pertes financières, qui ont finalement été répercutées sur la population sous forme de hausse des prix et de réduction des dépenses publiques.

Cette dynamique est particulièrement préoccupante dans les pays confrontés à des pénuries d'eau. Les projets solaires et d'hydrogène vert à grande échelle requièrent d'importantes ressources en terres et en eau, ce qui se fait souvent au détriment des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire des populations rurales. Au Maroc, des projets Global Gateway, comme le complexe solaire Noor Midelt, ont été développés sur des terres communales historiquement utilisées par des communautés pastorales et agricoles. Celles-ci ont été dépossédées de leurs terres par une expropriation légale au nom de l'intérêt public. Des schémas similaires apparaissent autour des initiatives d'hydrogène vert. En Égypte, où plus d'un tiers de la population dépend de l'agriculture, la pression supplémentaire exercée sur l'eau et les terres affecte de manière disproportionnée les femmes, qui jouent un rôle central dans les économies rurales.

## **Une tendance persistante dans l'action extérieure de l'UE**

Le recours à des institutions telles que la Banque européenne d'investissement (BEI) dans le cadre du Pacte soulève des préoccupations supplémentaires. Malgré son mandat en matière de développement, la BEI a été largement critiquée pour son manque de diligence raisonnable en matière de droits humains, son manque de transparence et son insuffisance en matière d'égalité des sexes. En l'absence de garanties contraignantes, les fonds publics risquent de financer les profits des entreprises, tout en externalisant les coûts sociaux et environnementaux vers des communautés déjà vulnérables.

La migration est peut-être la contradiction la plus flagrante du Pacte. Alors que l'UE prétend s'attaquer aux « causes profondes » des déplacements de population, ses politiques ne font souvent qu'aggraver la situation en exacerbant

l'endettement, l'austérité, la dépossession des terres et la vulnérabilité climatique. Parallèlement, la migration est principalement abordée sous l'angle de la sécurité, ce qui conduit à une coopération accrue avec des régimes autoritaires pour restreindre les mouvements de manière violente, comme lors des récentes [arrestations massives](#) de réfugiés syriens et soudanais en Égypte. Ces personnes craignent d'être arrêtées même lorsqu'elles cherchent à rentrer en toute sécurité dans leur pays d'origine. Cette externalisation du contrôle des frontières a rendu les routes migratoires plus dangereuses et a normalisé la violence à l'égard des migrants et des réfugiés. Les mêmes politiques qui déstabilisent les moyens de subsistance et l'environnement sont ensuite utilisées pour justifier le renforcement des frontières.

Malgré son discours sur l'inclusivité, le Pacte a été élaboré avec une participation minimale des parlements, de la société civile et des mouvements sociaux du sud de la Méditerranée. Les processus de consultation, lorsqu'ils existent, sont sporadiques et largement symboliques. Ce déficit démocratique est aggravé par l'application sélective du droit international par l'UE. Alors qu'elle invoque un

« ordre fondé sur des règles », l'UE n'a pas su s'opposer de manière significative à la violence continue d'Israël à Gaza. La Palestine apparaît dans le Pacte avec une réserve juridique stipulant explicitement que son inclusion n'implique pas la reconnaissance de son statut d'État, mention politique qui contraste fortement avec la pleine participation d'Israël.

### *Le Pacte risque de renforcer les injustices qu'il prétend combattre.*

De manière plus générale, le Pacte méditerranéen reflète une préférence pour les solutions axées sur l'investissement plutôt que sur les réformes structurelles, ainsi que pour le contrôle plutôt que pour un véritable partenariat. Cette préférence se manifeste dans la résistance de l'Europe à adopter des approches plus démocratiques en matière de restructuration de la dette souveraine aux Nations unies, où les pays emprunteurs auraient une voix égale à celle des créanciers. Au contraire, l'UE privilégie les forums informels dominés

par les créanciers, ce qui préserve les hiérarchies de pouvoir existantes. Dans l'ensemble, le Pacte risque de renforcer les injustices qu'il prétend combattre. Les principaux bénéficiaires sont les entreprises européennes, les investisseurs et les intérêts géopolitiques.

Une alternative équitable serait radicalement différente. Elle privilégierait les réparations aux prêts, annulerait les dettes illégitimes, mettrait fin aux modèles de développement extractifs et privatisés, et redonnerait du pouvoir aux communautés. Elle soutiendrait les initiatives féministes locales en faveur de la justice climatique, de la souveraineté énergétique et de la démocratie économique. Au lieu de considérer le développement comme une opportunité commerciale, elle reconnaîtrait la dignité, la justice et l'autodétermination comme les fondements de toute coopération significative.

### **Tunisie : hydrogène vert, zones sacrifiées et frontière méditerranéenne**

Si le Pacte pour la Méditerranée décrit de manière abstraite la stratégie européenne, la Tunisie, et plus particulièrement la ville de Gabès, sur la côte est, en révèle la mise en œuvre concrète.

Sous le régime de plus en plus autoritaire du président Kaïs Saïd, la stratégie tunisienne en matière d'hydrogène vert a été élaborée à huis clos, le Parlement ayant été mis à l'écart et la société civile exclue, voire prise pour cible [lors d'une récente vague d'arrestations arbitraires](#). En mai 2024, le gouvernement a annoncé son intention de produire 8,3 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici 2050, dont près de six millions de tonnes sont destinées à l'exportation vers l'Europe. Pour y parvenir, [la Tunisie aurait besoin d'environ 100 GW](#) de nouvelles capacités renouvelables, ce qui dépasse largement ses infrastructures énergétiques actuelles.

Au cœur de cette vision se trouve le corridor SouthH2, un gazoduc de 3300 kilo-



Commission européenne (2025), « Déclarations du haut représentant/vice-président Kallias et de la commissaire Suica sur le Pacte pour la Méditerranée », 16 octobre 2025.



Gabès, Tunisie. 17 décembre 2025. Les habitants descendent dans la rue pour exiger le démantèlement immédiat des unités polluantes du Groupe Chimique Tunisien.

mètres promu par l'entreprise italienne Snam et soutenu par le programme Global Gateway de l'UE ainsi que par le plan Mattei pour l'Afrique de l'Italie. Gabès se trouve le long de cet itinéraire, non pas en tant que bénéficiaire, mais en tant que zone de transit dans une géographie extractive plus large qui relie l'Afrique du Nord à l'Allemagne et au marché de l'UE.

Parallèlement au gazoduc, une nouvelle interconnexion électrique entre l'Italie et la Tunisie (« Eleni ») passera également par Gabès, intégrant ainsi la ville au système énergétique européen. Ces projets sont présentés comme des projets de développement. En réalité, ils renforcent le rôle de la Tunisie en tant que fournisseur d'énergie externalisé, tandis que l'Europe conserve le contrôle des marchés, de la technologie et des bénéfices.

Cependant, Gabès est confrontée depuis plus de cinq décennies à l'extraction et à la pollution, une situation qui a culminé l'année dernière avec une résistance massive après qu'une vague d'intoxications au gaz, en octobre 2025, a conduit à l'hospitalisation de plus de 310 personnes. Le gaz provenait des usines de traitement du phosphate, dont une grande partie est exportée vers l'Europe sous forme d'engrais et de produits chimiques. Plus de 100 000 habitants ont participé à ce qui pourrait être la plus grande manifestation environnementale de l'histoire de la Tunisie, scandant des slogans tels que « Respirer est un droit » et « Nous ne sommes pas Tchernobyl ».

Des groupes locaux, comme Stop Pollution, affirment que l'hydrogène vert risque de devenir une nouvelle source de spoliation au service des marchés eu-

ropéens, aggravant ainsi l'effondrement écologique local. Des militants ont manifesté devant l'agence de coopération allemande GIZ, à Tunis, qualifiant cette stratégie de « néocoloniale » et avertissant que l'Europe externalisait sa transition énergétique vers les communautés les plus vulnérables d'Afrique du Nord.

*La ville de Gabès est aujourd'hui une zone industrielle sacrifiée.*

Malheureusement, le Groupe Chimique Tunisien (GCT), entreprise publique chargée du traitement du phosphate, a transformé le littoral en une décharge toxique, rejetant quotidiennement 14000 tonnes

de phosphogypse dans la mer. Les métaux lourds, le sulfure d'hydrogène et les particules fines ont dévasté la vie marine, contaminé l'air et l'eau, et [entraîné une hausse des taux de maladies respiratoires, de cancers et d'infertilité](#). Autrefois seule oasis côtière de la Méditerranée, avec un écosystème fragile basé sur une gestion communautaire de l'eau et sur la culture des dattes, la ville est aujourd'hui une zone industrielle sacrifiée.

Paradoxalement, le gouvernement a choisi le site GCT de Ghannouch pour accueillir le projet pilote tunisien « hydrogène vert ». Au lieu de tenter de réparer les dommages causés par le passé, il intègre de nouvelles infrastructures dans le même complexe industriel qui a pollué la région. Le projet comprend notamment une usine de dessalement, alors que les nappes phréatiques de Gabès ont déjà été épuisées par l'industrie, que les aquifères s'effondrent à cause de l'intrusion d'eau salée et que les agriculteurs attendent des mois avant de pouvoir irriguer leurs terres. Aujourd'hui, les deux tiers des fruits pourrissent avant d'arriver à maturité. Les usines de dessalement ne fonctionnent qu'à moitié de leur capacité. L'eau, qui était autrefois une ressource partagée, est devenue rare, commercialisée et source de conflits.

Même s'il est qualifié de « vert », ce projet nécessite d'importantes superficies, de l'eau dessalée et une extraction industrielle continue. Des études montrent que le dessalement produit une saumure toxique qui aggrave la pollution marine, ce qui est une ironie cruelle dans un golfe déjà biologiquement dévasté par les déchets du GCT.

Gabès illustre comment la transition dite « verte » peut s'appuyer sur des décennies de violence environnementale perpétrée et entretenue par l'Europe, à travers un système économique qui prospère grâce à l'extraction. La vision européenne d'un corridor hydrogène traverse une ville déjà considérée comme sacrificielle.

Tant que l'Europe n'aura pas affronté cette réalité, Gabès restera ce que le Pacte en fait : un nœud logistique, une

zone de ressources et de sacrifice humain pour l'avenir vert de l'Europe.

### **Pactes parallèles : une logique extractive dans tout le Sud global**

Ce qui se passe actuellement en Tunisie n'est pas un cas isolé, mais s'inscrit dans une stratégie européenne plus large qui s'étend bien au-delà de la Méditerranée. De l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne, en passant par l'Amérique latine, l'UE promeut un modèle similaire : des partenariats présentés comme « verts », « stratégiques » ou « mutuellement avantageux », mais qui sont structurés de manière à confiner les pays partenaires dans des rôles extractifs, tout en consolidant l'avantage économique européen.

Cette logique a été clairement exposée en janvier 2026, lors de la signature de [l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur](#). Bruxelles a présenté cet accord comme une nécessité géopolitique et une étape vers une coopération plus étroite avec l'Amérique du Sud. Cependant, les termes de l'accord reproduisent largement les mêmes asymétries que celles observées en Afrique du Nord. Comme le [soulignent les critiques](#), les produits européens à forte valeur ajoutée afflueront vers le sud, tandis que les pays du Mercosur seront davantage contraints d'exporter des matières premières à faible valeur ajoutée (viande, soja, minéraux et autres produits de base), issues d'industries à forte intensité foncière et destructrices pour l'environnement.

### *Présenté sous le couvert de la transition et du développement, l'accord ne fait qu'entériner un modèle économique*

Des groupes de la société civile d'Europe et d'Amérique latine ont condamné cet accord, le qualifiant de « néocolonialisme déguisé ». L'accord pourrait accélérer la déforestation en Amazonie, favoriser le développement de l'agro-industrie, grande consommatrice de pesticides, et aggraver l'accaparement des terres au détriment des peuples autochtones et des petits agriculteurs. Tout comme l'hydrogène vert en Afrique du Nord, cet accord est présenté sous le couvert de la transition et du développement, alors qu'il ne fait qu'entériner un modèle économique qui profite à une poignée d'entreprises et aux consommateurs européens.

Une tendance similaire se dessine dans le cadre du [renouvellement de l'engagement de l'UE envers l'Afrique](#). Lors du sommet Europe-Afrique de 2025 à Luanda, les dirigeants européens ont évoqué la « compréhension mutuelle » et la reconnaissance historique du colonialisme. Cependant, cette rhétorique s'est accompagnée d'une pression agressive pour obtenir l'accès aux matières premières essentielles aux industries vertes et numériques européennes, telles que le lithium, le cobalt, le manganèse, le platine et d'autres minéraux concentrés sur le continent.

Dans le cadre de son programme Global Gateway, l'UE s'est engagée à investir des milliards d'euros dans les infrastructures, notamment dans des projets d'énergie renouvelable à grande échelle et dans des corridors de transport stratégiques, comme la ligne ferroviaire de Lobito, qui relie l'Angola aux régions d'Afrique centrale riches en minerais. L'objectif est de sécuriser les chaînes d'approvisionnement de l'industrie européenne et de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine.

Ces accords risquent une fois de plus de renforcer la dépendance plutôt que l'autonomie et la souveraineté des économies locales, d'autant que quatorze pays africains utilisent encore des monnaies indexées sur l'euro et dont les réserves sont détenues par le Trésor français, ce qui limite leur politique monétaire à celle des anciennes puissances coloniales.



© European Union – European Commission (Global Gateway)

**Le corridor de Lobito, projet phare du Global Gateway de l'UE autour d'un axe ferroviaire et logistique reliant l'Afrique australe au port de Lobito, présenté comme porteur d'un « potentiel illimité ».**

Les règles du commerce international et les accords bilatéraux ont souvent [empêché les États africains de protéger leurs industries naissantes](#) ou de subventionner leur production nationale, tandis que l'Europe a pu s'approvisionner en minerais à bas prix pour sa propre transition industrielle.

De Gabès au Mercosur, en passant par l'Afrique subsaharienne, une tendance claire se dessine. La transition écologique de l'UE repose de plus en plus sur l'extraction externalisée : hydrogène en provenance d'Afrique du Nord, matières premières agricoles d'Amérique du Sud et minéraux essentiels provenant de tout le continent africain. Les communautés locales supportent les coûts environnementaux et sociaux, tandis que les centres de décision et la richesse restent concentrés dans les capitales européennes et les conseils d'administration des entreprises.

**Notes et références disponibles en ligne sur notre site [brennpunkt.lu](https://brennpunkt.lu).**

*« Si l'Europe souhaite sérieusement opérer une transition juste, la coopération doit commencer par la justice fiscale, en accordant des subventions plutôt que des prêts, et en donnant aux communautés en première ligne face aux crises climatiques et économiques le pouvoir de prendre des décisions. Un véritable partenariat implique de s'éloigner de l'exploitation des ressources pour se tourner vers des économies solidaires, la souveraineté alimentaire et hydrique, ainsi que des solutions climatiques féministes ancrées dans la région. Sinon, le Pacte méditerranéen et le Global Gateway ne feront qu'entretenir les anciennes hiérarchies sous une nouvelle étiquette géopolitique, plutôt que de construire un avenir fondé sur l'équité et la responsabilité partagée. »*

**Shereen Talaat**, directrice du mouvement MENAFem

*« Le Pacte méditerranéen institutionnalise davantage le régime inégalitaire et violent des échanges commerciaux, permettant à l'Europe d'accumuler des excédents, tandis que la région MENA est privée de main-d'œuvre, de ressources et de richesses écologiques délibérément dépréciées par l'Occident. »*

**Habiba Fouad**, responsable de la justice climatique et économique

# Jazzmusiker zwischen den Fronten: „Soundtrack to a Coup d'État“



Claire Barthelemy

**J**ohan Grimonprez zeigt in seinem Film „Soundtrack to a Coup d'État“, wie die amerikanische Regierung Jazz gezielt als geopolitische Waffe in den 50ern und 60ern einsetzte. Doch es handelt sich hier um viel mehr als einen Musikdokumentarfilm: Der Film legt die Verbindung zwischen dem afroamerikanischen Bürgerrechtskampf in den USA und dem Unabhängigkeitskampf des Kongos offen. Einblendungen von iPhones und Teslas, die ohne Rohstoffe aus dem Kongo nicht existieren würden, erinnern daran, dass unabhängige Staaten bis heute vom Westen ausgebeutet werden. Außerdem zieht sich die Verfolgung von Patrice Lumumba wie ein Thriller durch den Film.

Dies mag unübersichtlich klingen, doch Grimonprez schafft es, diese Verflechtung verschiedener Themen in einen ästhetisch sehr anspruchsvollen Essay zu verwandeln. Archiv-Videos werden mit Musik von Jazzgrößen wie Louis Armstrong, Nina Simone, Dizzy Gillespie und Max Roach vertont. Dieser clever eingesetzte Soundtrack gibt dem Film eine hypnotische Emotionalität, so dass seine zweieinhalb Stunden überraschend kurz wirken.

Im Zentrum der verschiedenen Erzählstränge steht das Jahr 1960. Es ging als „Afrikanisches Jahr“ in die Geschichte ein, da 17 Kolonien ihre Unabhängigkeit von den Kolonialmächten erlangten. Auf dem Kontinent herrschten Hoffnung und Aufbruchstimmung. Der Globale Süden verfügte nun über die Stimmenmehrheit in der UNO. Westliche Mitgliedstaaten fürchteten, durch Bündnisse im

Afro-Asiatischen Block an Einfluss zu verlieren. Die USA und die Sowjetunion versuchten, die jungen Nationen auf ihre Seite zu bringen.

Um Bevölkerungen im Globalen Süden für amerikanische Kultur zu begeistern, schickten die Vereinigten Staaten schon in den 50er Jahren Jazzmusiker auf internationale Tourneen. „The weapon we will use is the cool one“, verkündet der Trompeter Dizzy Gillespie, einer der ersten Musiker des amerikanischen Jazz Ambassadors Programms, das unter Präsident Eisenhower begann. Auch Duke Ellington und Dave Brubeck wurden von den USA nach Afrika, in den Mittleren Osten und nach Asien geschickt.

Der aus Belgien stammende Regisseur Johan Grimonprez wirft einen kritischen Blick auf die Geschichte seines Heimatlandes. Belgien herrschte 75 Jahre lang brutal über den Kongo (1885-1960) und bereicherte sich an den Schätzen des zentralafrikanischen Landes. Besonders verheerend war die Herrschaft Leopold II. Schätzungen zufolge kamen so viele Menschen ums Leben, dass die Bevölkerung halbiert wurde.

Als 1960 die ersten demokratischen Wahlen stattfanden, war der Optimismus im Kongo groß. Die Bevölkerung wählte das Mouvement National Congolais, dessen charismatischer Partei-Leader Patrice Lumumba zum ersten Premierminister der Demokratischen Republik Kongo wurde. Joseph Kasavubu wurde Präsident der neuen Republik.

Claire Barthelemy arbeitet als UK-Korrespondentin für Radio 100,7 und d'Lëtzeburger Land. Nach rund 15 Jahren in der Medienbranche, unter anderem bei der New York Times und Apple, arbeitet sie als freie Journalistin.

Doch die politischen Akteure hatten nach der Kolonialherrschaft nur begrenzte wirtschaftliche und administrative Erfahrung (damals gab es im Kongo weniger als 20 Hochschulabsolventen, so der Film). Die belgische Regierung nutzte diese Situation, um kurz vor der Unabhängigkeit ein Gesetz zu verabschieden, das kongolesischen Kolonialunternehmen die belgische Staatsangehörigkeit zusicherte.

Patrice Lumumba, hingegen, forderte jedoch Kongos totale Unabhängigkeit und die Kontrolle über die Rohstoffe des Landes. Den belgischen König verärgerte er in seiner Unabhängigkeitsrede, in der er an die Grausamkeiten der Kolonialherrschaft erinnerte.

Auch innerhalb der kongolesischen Armee brodelte es. „Die Unabhängigkeit bringt Veränderungen für Politiker und Zivilisten. Doch für euch wird sich nichts ändern“, soll General Émile Janssens den schwarzen Soldaten gesagt haben. „Die Politiker haben euch belogen“, schlussfolgerte er. Es kam zu schweren Unruhen, europäische Bewohner wurden angegriffen und mussten flüchten. Nur wenige Tage nach der Unabhängigkeit versank der junge Staat im Chaos.

Belgien schickte Truppen in den Kongo und unterstützte die Sezessionsbewegung von Moïse Tschombé, dem Präsidenten der rohstoffreichen Provinz Katanga. Auch die Provinz Süd-Kasai spaltete sich ab. Zwar wurde eine UN-Friedensmission einberufen, doch Lumumba und Kasavubu fanden im Westen keine Unterstützung. Im Gegenteil: Westliche Staaten schürten Spaltungen, die ihren wirtschaftlichen und geopolitischen Interessen am besten dienten.

Lumumba wandte sich schließlich an die Sowjetunion, wodurch die Demokratische Republik Kongo zum Spielball des Kalten Krieges wurde. Aus Angst, das Land könnte in die Hände der Sowjets fallen, plante die CIA zusammen mit Belgien die Hinrichtung Lumumbas.

## Soft Power und Unterdrückung

Zur gleichen Zeit schickte das amerikanische *State Department* den Trompeter und Sänger Louis Armstrong auf eine Tour durch Afrika. Johan Grimonprez kontrastiert die Bilder jubelnder afrikanischer Jazz-Fans mit Bildern aus den USA: Malcolm X plädiert für Bürgerrechte, Aktivisten werden angegriffen. Armstrong, der die demokratischen Werte seines Heimatlandes in Afrika vermitteln sollte, durfte zu dieser Zeit in seinem Heimatland nicht wählen.

Auch ahnte der Musiker nicht, dass die CIA hinter seiner Reise steckte. Denn Armstrongs Besuch war der perfekte Deckmantel, um Zugang zu der strategisch wichtigen Provinz Katanga zu erhalten.

Zu den hypnotischen Tönen von Nina Simone's „Ballad of Hollis Brown“ zeigt der Film die wohl letzten Aufnahmen Lumumbas, wie er von Soldaten beleidigt und geschlagen wird. 1961, einige Monate nach Louis Armstrongs Reise, wurde Patrice Lumumba gefoltert und von einem belgischen Militärkommando erschossen. Seine Leiche wurde in Säure aufgelöst. Nur ein goldbekrönter Zahn, den ein belgischer Polizist einsteckte, blieb übrig.

Johan Grimonprez hinterfragt immer wieder die westliche Geschichtsschreibung. Nikita Chruschtschow wird gezeigt, wie er zu Dizzy Gillespies „St Louis Blues“ mit beiden Händen auf den Tisch der UN-Generalversammlung schlägt.

Grimonprez hebt jedoch ein Zitat Chruschtschows hervor, das im Westen weit weniger Beachtung fand: „Tod und Vernichtung der kolonialen Knechtschaft!

Weg damit! Wir müssen sie begraben, je tiefer, desto besser.“

Der Regisseur betont [in Interviews](#), dass er durch den Film viel über die Geschichte seines Landes hinzu lernte. Denn in belgischen Schulbüchern wurde vieles ausgelassen, insbesondere „[dieses] dunkle Kapitel [ihrer] eigenen Geschichte hier in Belgien“.

## Fortschritt um jeden Preis

Die Demokratische Republik Kongo könnte eines der reichsten Länder der Welt sein. Der zweitgrößte Fluss der Welt fließt durchs Land, im fruchtbaren Boden liegen Reserven an Kupfer, Coltan und Gold. Doch es ist der reiche Westen, der sich auf dem Rücken der kongolesischen Bevölkerung bereichert hat.

Die brutale Zwangsernte von Kautschuk unter Leopold II erlaubte es dem Westen, elektrische Isolierungen sowie Reifen für Fahrräder und Autos herzustellen. Der Kongo unterstützte somit den industriellen Fortschritt im Westen. Die Force publique terrorisierte dabei die Bevölkerung, tötete, vergewaltigte und verstümmelte.

Auch beim Atomangriff auf Japan spielte der Kongo eine zentrale Rolle. Denn die kongolesische Mine Shinkolobwe, damals Teil der belgischen Union-Minière du Haut-Katanga, lieferte den USA einen Großteil des Urans für die Hiroshima-Bombe Little Boy. Hunderttausende Menschen kamen in Japan um. Die Gefahren und langfristigen Folgen für Arbeiter und Umwelt im Kongo wurden lange Zeit ignoriert.

Heute ist Cobalt eines der weltweit begehrtesten Rohstoffe. Es wird zur Herstellung von aufladbaren Batterien benutzt, die in Smartphones, Computern und elektrischen Autos zum Einsatz kommen.

Die weltweit größten Reserven an Kobalt liegen im *Copperbelt*, der sich durch die Demokratische Republik Kongo und

Sambia zieht. Das Metall ist ein wichtiger Baustein für die grüne Wende des Westens, doch in Afrika hat der Bergbau zu Abholzung und Umweltverschmutzung geführt. Tausende von armen Arbeitern atmen den giftigen Kobaltstaub ein, so Siddharth Kara, Autor des Buches „Cobalt Red“. „Das Ausmaß der Erniedrigung, das Ausmaß der Ausbeutung ist vergleichbar mit der Sklaverei in der alten Welt“, sagte der Autor gegenüber [NPR](#).

Grelle Werbungen von Tesla und Apple wirken nach den schwarz-weißen Aufnahmen von Musikern und Aktivisten kalt und dystopisch.

„Afrika hat die Form eines Revolvers, und der Kongo ist der Abzug“, so wird der französische Psychiater und postkoloniale Denker Frantz Fanon im Film zitiert. Bilder rezenter Gefechte zeigen, dass auch heute weiter um die Reichtümer der Demokratischen Republik Kongo gekämpft wird, die der Westen für seinen Fortschrittsdrang benötigt.

„Soundtrack to a Coup d'État“ zeigt, dass die Geschichte des Landes uns alle angeht. Geschichte wird selten so innovativ und mitreißend dargestellt.



© IMDb

Filmplakat des Dokumentarfilms *Soundtrack to a Coup d'État*.

# Correct the Map ou réapprendre l'Afrique

Corriger la carte mondiale ? Oui, mais vers quel horizon ?



Antonia Ganeto, Olivier Mukana

**Abandonner la norme cartographique eurocentrée (Mercator) au profit d'une projection plus juste de la taille des continents (Equal Earth), c'est l'ambition du mouvement Correct the Map, soutenu par l'Union africaine. Si le projet n'est pas nouveau, sa pertinence, comme sa concrétisation, continuent de bousculer certaines habitudes historiques, pédagogiques et politiques.**

L'utilisation généralisée de la projection de Mercator, qui réduit la taille réelle du continent africain, est une injustice visuelle qui renforce des dynamiques de pouvoir néfastes, affaiblit l'importance mondiale de l'Afrique et perpétue une vision issue de l'ère coloniale » ; estime, en substance, l'ONG Speak Up Africa. Il s'agit de l'une des deux principales ONG à l'origine de la campagne visant à promouvoir des projections cartographiques plus justes et fidèles (telle *Equal Earth*) à travers le monde.

La perception de la traditionnelle projection Mercator (du nom du géographe belge **Gerardus Mercator**) conditionne notre vision du monde. Elle donne notamment l'impression que l'espace territorial de l'Occident est plus grand que les espaces des continents africain et sud-américain, qui apparaissent ainsi plus réduits. Résultat : impossible de percevoir que l'Afrique est le second plus grand continent du monde, avec ses 30,41 millions de kilomètres carrés. Autre exemple : l'île du Groenland (2.166.086 km<sup>2</sup>) apparaît aussi grande que l'Afrique (30.415.873 km<sup>2</sup>). Or, elle est en réalité 14 fois plus petite...

Cette distorsion visuelle, fort ancienne, n'est pas sans conséquences éducatives, identitaires, psychologiques et politiques.

Pour y remédier, [Correct The Map](#) (« Corriger la Carte ») est un appel international lancé par Speak Up Africa et Africa No Filter. Via une pétition mondiale, un plaidoyer digital et une mobilisation citoyenne, la campagne des deux ONG appelle à « cesser d'utiliser des cartes déformées et à représenter l'Afrique telle



Extrait de la campagne Correct the Map.

À la croisée de l'art et du militantisme, **Antonia Ganeto** est conseillère en éducation interculturelle et antiraciste auprès du MENJE. Militante afroféministe, elle s'engage en tant que vice-présidente de la CCDH pour le respect des droits humains. Elle est, entre autres, membre du conseil d'administration du MUDAM et fondatrice de Finkapé Roots.

Diplômé d'un master en journalisme et communication de l'Université Libre de Bruxelles en 1997, le journaliste et essayiste **Olivier Mukana** collaboré avec une quinzaine de médias belges, français et luxembourgeois, et a signé plusieurs productions audiovisuelles. Il est spécialisé dans les thématiques liées au racisme systémique, aux enjeux décoloniaux et à l'actualité sociopolitique des citoyens afrodescendants en Europe.

qu'elle est réellement » afin de « changer les regards portés sur le continent et promouvoir une représentation plus juste et plus valorisante ».

En d'autres termes, redonner à l'Afrique sa pleine visibilité et « ouvrir la voie à une nouvelle ère où le continent est reconnu pour ce qu'il est véritablement : vaste, dynamique et essentiel à notre avenir commun ».

## Une idée ancienne soutenue par l'Union africaine

En août dernier, l'appel militant a été entendu par l'Union africaine (UA). Celle-ci a officialisé son soutien au projet de renouvellement cartographique. Une première depuis la naissance de l'institution continentale (en 1962) ! Un soutien de poids qui a attiré la curiosité des médias occidentaux sur la campagne *Correct The Map*.

Néanmoins, il faut préciser que l'appel à corriger la projection Mercator existe depuis... les années 1970, avec la proposition d'Arno Peters (1973). Pour mettre fin à une sous-représentation visuelle de l'Afrique, Peters a présenté sa propre carte comme une correction nécessaire à la vision eurocentrée du monde. Il s'agit donc du premier scientifique à avoir popularisé l'idée que l'Afrique est beaucoup plus grande que ne le montre la projection Mercator ; et que, par conséquent, la carte traditionnelle devait être corrigée afin de refléter les vraies proportions du continent.

*Cela transforme une revendication, qui était citoyenne et culturelle, en une véritable demande politique, panafricaine et adressée au monde entier.*

« Le soutien de l'Union africaine représente une étape historique et un signal politique très fort », estime **Fara Ndiaye**, la directrice adjointe de Speak Up Africa. « C'est la première fois qu'une institution africaine adopte une position claire sur la représentation visuelle de l'Afrique. Cela transforme une revendication, qui était citoyenne et culturelle, en une véritable demande politique, panafricaine et adressée au monde entier. »

Durant plus de quatre siècles, la carte du monde Mercator (1569), a été imposée et relayée, avec des biais pénalisant le continent africain. L'heure du changement semble avoir sonné. D'autant plus à l'heure où l'importance géopolitique et le virage géostratégique du continent s'imposent :

« L'Afrique est en train de devenir le centre de gravité démographique et économique du monde. Dans quelques décennies, une personne sur quatre à l'échelle mondiale sera africaine », ajoute Ndiaye. « Le continent africain est déjà au cœur des enjeux globaux, tant au niveau

*du climat, de l'innovation, de la sécurité, ou encore de l'énergie. Dans ce contexte, continuer à représenter l'Afrique de façon aussi rapetissée serait non seulement injuste, mais aussi complètement déconnecté de la réalité. »*

### Critiques ou réserves

Cependant, du fait qu'on parvient peu ou pas à inverser le rapport de force politique concernant la bataille pour la justice, l'égalité et un monde multipolaire, on est parfois tenté de se « replier » dans les symboles... rendre à l'Afrique sa véritable taille sur un planisphère ? Ok ! Et ensuite ? Cela fait plus d'un demi-siècle que l'idée a germé (et ne s'est toujours pas imposée) ... Si celle-ci devait enfin advenir, si la projection Mercator était mondialement remise dans la cave des vétustés coloniales, qu'est-ce cela changerait sur les terrains du Soudan, de la RDC, du Cameroun, de la Libye ou de la Somalie ?

Munies de leur projection *Equal Earth*, les multinationales occidentales vont-elles visibiliser / expliquer pourquoi elles saignent continuellement l'Afrique ? Pourquoi participent-elles à ce que près de la moitié des 54 États africains soient perpétuellement « à feu et à sang » ? Pourquoi érigent-elles ou soutiennent-elles des régimes dictatoriaux qui asphyxient leurs peuples, survivant avec deux dollars par jour ? Pourquoi, enfin, leurs politiques structurelles de prédation capitaliste poussent les plus courageux des Africains à immigrer, au péril de leur vie, vers l'Europe ?

Il n'est pas sûr non plus que *Equal Earth* change le quotidien des populations du Cameroun. Le pays d'Afrique centrale au triste record continental : 44 ans de dictature féroce ininterrompue. Oui, à 92 ans (quatre-vingt-douze ans !), le président **Paul Biya** a entamé son neuvième mandat consécutif... pour un dernier tour de pillage tous azimuts, avec l'approbation discrète des « amis » de l'Occident.

Cela fait aussi un bail qu'en RDC, nombre d'écoliers ont appris que la carte du

Congo-Kinshasa contient 80 fois la superficie de la Belgique ou quatre fois celle de la France. Cette donnée a-t-elle réellement changé « l'estime de soi » et / ou revalorisé l'image du Congo ? Et ne parlons pas du Soudan avec sa guerre civile ayant fait plus de 150 000 morts en deux ans ! Pas certain que, là aussi, la priorité soit de modifier la projection Mercator...

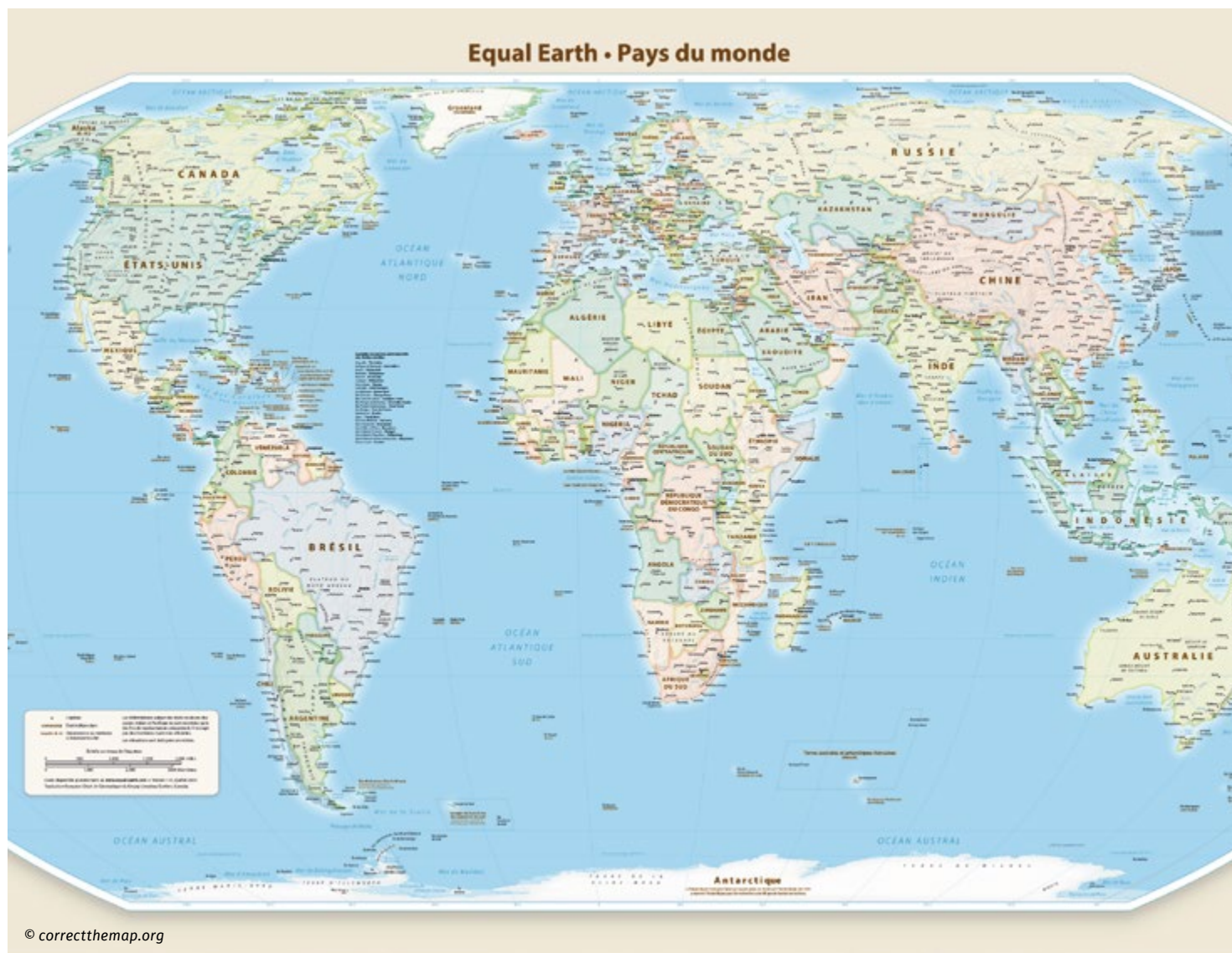
On l'a compris : pour les détracteurs ou les critiques *mezzo voce*, *Correct the Map* serait à ranger dans la catégorie des lubies *woke*. Sans réelle incidence concrète, à moyen ou long terme, sur les conditions socio-économiques des peuples d'Afrique, voire même sur celles des diasporas afrodescendantes d'Occident.

### Pour les générations futures

En creux de cette vision politico-pessimiste, nous estimons, au contraire, que « tout est lié ». Si les progrès socio-politiques sont invariablement lents ou décevants pour une génération, cela n'empêche pas de lutter pour les générations futures.

Dans nos formations à l'éducation antiraciste, nous affichons ostensiblement plusieurs versions de mappemondes, différentes de celles inspirées par Mercator. Ce faisant, nous invitons les apprenant.e.s à questionner leurs représentations du monde. Par exemple : une carte australienne qui met l'île océanienne au centre de la carte... le regard de beaucoup se crispe et ceux-ci cherchent l'erreur, tellement la projection de Mercator reste imprégnée dans notre subconscient en tant que « carte universelle » garantissant une représentation correcte du monde.

*Les cartes demeurent des récits et des histoires avec un but.*



La projection cartographique Equal Earth montre les continents et les pays à leur taille réelle les uns par rapport aux autres.

Cela s'explique, notamment, par le fait que - comme pour tout document historique - la carte géographique demeure un outil auquel on attribue des qualités de transparence et d'objectivité. Pour citer un célèbre cartographe : « Les cartes ne sont ni le miroir de la nature, ni des transmetteurs neutres de vérités universelles. Ce sont des récits et des histoires avec un but. Elles contiennent des secrets comme des connaissances, des mensonges comme des vérités, elles sont biaisées, partielles et sélectives. »

Aucun doute : les cartes influencent les discours sur le monde parce qu'elles livrent ou suggèrent une vision et ra-

content des « histoires ». Toute carte géographique est aussi une représentation aplatie d'une sphère, ce qui implique des déformations (quelle que soit la projection choisie). Dès lors, toutes les cartes sont forcément biaisées.

Une carte doit donc être lue avec prudence afin de bien identifier les atouts, les inconvénients et les particularités. Chaque carte demeure centrée sur un point de vue, telle la simple volonté de mettre son pays au centre du monde, jusqu'à des intentions nationalistes, perceptibles, par exemple, sur les cartes de la République populaire de Chine incluant Taïwan.

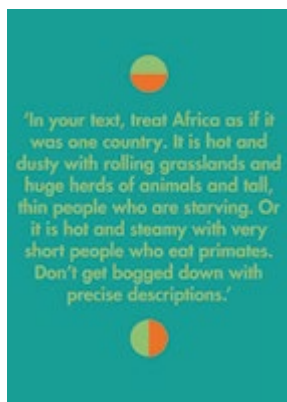
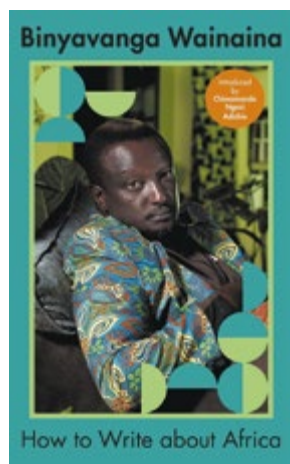
### En finir avec les stéréotypes

Au fond, que raconte la projection de Mercator, créée en Europe au 16<sup>ème</sup> siècle à des fins maritimes, encore largement utilisée aujourd'hui en Europe et en Afrique ?

Dans le discours d'inauguration de l'exposition « InCarnation » au Bozar en 2019, l'homme d'affaires et collectionneur congolais **Sindika Dokolo** a donné cette réponse :

« En partant du fait que la Terre est une sphère qui flotte dans l'univers, il n'y a ni haut, ni bas ; il n'est donc pas anodin que l'on choisisse de représenter l'Europe en haut et l'Afrique en bas. C'est le point de référence qui détermine quelle partie sera le plus représentée et laquelle en souffrira. Moi, j'ai appris, peut-être comme vous tous, que l'Europe a une proportion presque comparable à l'Afrique. La réalité est qu'en termes de surface et en kilomètres carrés, l'Afrique peut abriter l'Europe de l'Est, la Chine, les États-Unis d'Amérique, l'Inde et quelques autres pays. »

Dans son essai satirique intitulé « Comment écrire sur l'Afrique » (2005), l'auteur kényan **Binyavanga Wainaina** tourne lui aussi en ridicule les représentations réductrices de l'Afrique dans la littérature. De celles qui dépeignent systématiquement des paysages de savane éternels, des gens affamés ou une faune sauvage omniprésente, sans aucune complexité



Binyavanga Wainaina, "How to Write about Africa".

ni profondeur : « Always use the word "Africa" or "darkness" or "safari" in your title. Subtitles may include the words « "Zanzibar", "Maasai", "Zulu", "Zambezi", "Congo". ».

Tandis que l'Afrique possède la majorité des ressources minières et humaines convoitées et exploitées par le reste du monde, un demi-siècle après la fin du colonialisme, les stéréotypes sur l'Afrique subsistent ! Ici et ailleurs. En Afrique comme dans le reste du monde. Au Luxembourg, aussi. Les témoignages de certains jeunes afrodescendants pendant nos ateliers de sensibilisation en milieu scolaire en sont la preuve.

Si une autre preuve était nécessaire, j'en ai également fait les frais dans ma vie d'adulte. Par exemple, le 8 mars 2020, lors de la première grève des femmes, j'ai été victime de propos racistes et sexistes sur les réseaux sociaux. Des insultes qui reprenaient précisément les clichés évoqués par Wainaina : exotisme, primitivisme, misérabilisme, etc.

En voici un « florilège » non exhaustif : « Mais ces connasses, si ça leur plaît pas le Luxembourg : ouste ! On les envoie sur la lune ou carrément au Congo. Et là, ils pourront faire aux singes des nœuds dans leurs queues, surtout bien loin de nous » ... « Si l'endroit d'où provient 'le café au lait' est connu, alors qu'on l'y renvoie et rapidement. Tous sur les bateaux. Je leur donnerai même un coup de main pour faire les bagages ! ». Ou encore : « Leurs femmes, quand elles arrivent au pays, déjà enceintes, elles s'accaparent nos hommes. »

*Notamment en continuant à imposer et à utiliser des référents eurocentrés et réducteurs, telle la carte Mercator, les Africains et les Afrodescendants se mentent à eux-mêmes.*

Ces « commentaires » montrent qu'il existe encore un héritage colonialiste, raciste et sexiste, à déconstruire. À l'instar du collectionneur congolais Sindika Dokolo, nous affirmons que l'« on nous a menti » ! Notamment en continuant à imposer et à utiliser des référents eurocentrés et réducteurs, telle la carte Mercator, les Africains et les Afrodescendants se mentent à eux-mêmes.

## Apprendre à désapprendre

Désapprenons le classicisme de notre regard sur l'Afrique ; apprenons à nous regarder d'une manière digne et objective, à célébrer notre passé, notre présent et notre avenir.

Dans cette perspective : changer la carte, c'est changer le narratif. Et tant mieux si ce sont les Africains et Afrodescendants qui en ont donné la première impulsion.

Au Luxembourg, cette volonté de changer le narratif a été amorcée en 2019, à travers l'élan donné par différentes associations antiracistes. Une volonté qui n'est pas morte et qui se poursuit aujourd'hui.

Webmédia et site en ligne, **Finkape Roots** propose des articles de fond, à la vision afrocentrée et décoloniale, ainsi que des expressions artistiques engagées, créées par des artistes et journalistes africains et afrodescendants vivant en Europe et sur le continent africain (Luxembourg, Belgique, Cameroun et la région des Grands Lacs - Congo, Rwanda, Burundi).

## Coin CITIM Brennpunkt 329



Jean-Sébastien Zippert

### Le Déluge

Il ne faut pas s'effrayer des plus de 1000 pages de ce roman choral, car il se lit comme un thriller. Vous tenez entre vos mains l'avenir de notre monde. Californie, 2013. Tony Pietrus, auteur d'un livre choc sur le dérèglement climatique, reçoit des menaces de mort. Provocation, canular, avertissement ? Le scientifique, qui a prophétisé le chaos à venir, se heurte en effet à un profond déni et assiste, impuissant, à la destruction de la planète. Des supertyphons aux mégafeux, du complotisme antiécologique au capitalisme de surveillance, catastrophes et violences précipitent l'humanité au bord du gouffre. C'est ce tableau spectaculaire que dresse Stephen Markley en croisant les destins de ses différents personnages sur plusieurs décennies. Ashir, génie de l'analyse prédictive ; Kate, militante écologiste devenue l'icône d'une génération ; Shane, membre d'une mystérieuse organisation « écoterroriste » ; Jacquelyn, publicitaire adepte du greenwashing ; Keeper, un junkie capable du pire pour se payer sa dose ; ou encore le Pasteur, un acteur hollywoodien reconverti en figure de proue de l'ultra-droite... Tous verront leur vie bouleversée par l'effondrement en cours. Roman-monde, *page turner* au suspense haletant, « Le Déluge » met le lecteur au défi : qu'êtes-vous prêts à sacrifier pour sauver l'humanité ?

**Stephen Markley**  
1039 pages  
Albin Michel



### Down to Earth

Down to Earth is a bimonthly magazine published in India. In this special issue, the magazine focuses on eco-anxiety with lots of articles from Indian or other Global South-based authors showing that eco-anxiety is widely spread all over the world. Environmental anxiety is constantly present in the mass media as a concern among young people living in northern countries, whereas in reality, it is the populations of the Global South who are most affected by climate change. Climate disasters cause not only physical damage, but also profound psychological harm to the populations of the Global South.

The magazine cites experts, such as Caroline Hickman from the University of Bath, who argue that these feelings are not a mental illness but a rational response to reality. The 'betrayal' comes from the gap between the severity of the climate crisis and the 'inadequate responses' from global governments. This frustration is driving the 'first generation of the 21st century' to take radical action, including suing governments for violating their human rights.

15th January 2026, special issue.



### Der wichtigste Comic der Welt

Über 300 Umweltschützer, Künstler, Autoren, Schauspieler, Filmemacher und Musiker haben sich für den wichtigsten Comic aller Zeiten zusammengeschlossen und präsentieren uns 120 Geschichten zur Rettung der Welt.

DER WICHTIGSTE COMIC DER WELT entstand aus der Zusammenarbeit eines illustren Teams von über 300 klugen und kreativen Köpfen aus Umweltschutz, Film & Fernsehen, Musik und Comic. Er präsentiert mehr als 120 Geschichten zur Rettung des Planeten. Inspirierende Storys von Stars wie Cara Delevingne oder Peter Gabriel, urkomische Webcomics von War and Peas oder Ricky Gervais, atemberaubende Kunstwerke von wegweisenden Zeichnern wie Alan Moore oder Jeff Lemire, aufrüttelnde Appelle von Umweltaktivisten wie George Monbiot oder Jane Goodall, oder kraftvolle Geschichten von Brian Azzarello und Amy Chu ... mit jedem der Comics aus diesem Sammelband werden Projekte unterstützt, die darauf abzielen, einige der Millionen von Arten zu retten, die heute vom Aussterben bedroht sind. Durch den Kauf eines Exemplars dieses Buches können Sie führenden Umweltschützern und Organisationen dabei helfen, den Planeten zu retten – ein Überlebenskampf, der uns letztendlich alle angeht. Exklusiv für die deutsche Ausgabe: Zusatzstory von Timo Wuerz.

**Paul Goodenough et al**  
352 Seiten  
Panini Verlag



# Von Marcos zu Marcos. Die Philippinen seit 1965.

## Buchrezension



Marc Keup

**Wer die Philippinen bereisen möchte und es dabei vor allem auf die paradiesischen Sandstrände und spektakulären Naturlandschaften abgesehen hat, der möge in der nächsten Buchhandlung nach einem klassischen Reiseführer fragen. Wer aber die Philippinen verstehen will, wer tief in die komplexe Geschichte und Gesellschaftsstruktur eintauchen will, dem sei das politische Lesebuch „Von Marco zu Marcos. Die Philippinen seit 1965“ ans Herz gelegt.**

**D**ie Herausgeber widmen das Buch gleich auf der ersten Seite allen Filipinas und Filipinos, die ihr beharrliches Engagement für Freiheit, Gerechtigkeit und Demokratie im Kampf gegen staatliche Repression und Diktatur mit dem Leben bezahlten. Und diese Widmung ist Programm. Denn auf eben jener lebendigen und kämpferischen Zivilgesellschaft, die sich seit vielen Jahrzehnten beharrlich gegen das Machtgebaren einer korrupten Oberschicht wehrt, liegt das Hauptaugenmerk des Werkes.

Die Herausgeber, das sind der Politik- und Sozialwissenschaftler Rainer Werning, sowie der evangelische Theologe und Germanist Jörg Schwieger. Beide sind ausgesprochene Kenner des Landes und haben Beiträge von Dutzenden Autoren zusammengetragen, die ein vielschichtiges Bild der philippinischen Gesellschaft zeichnen. Sowohl Journalisten, Akademiker, Aktivisten, Politiker und Geistliche kommen zu Wort, wie auch Bauern, Indigene und Exilfilipinos. Gegliedert in einzelne Themenkapitel, von der Geschichte und Politik, über die Wirtschaft bis hin zu Klima und Umwelt, ergibt sich daraus ein breites Mosaik, das strukturelle Einblicke in die innere Funktionsweise des Archipels gewährt.

## Klassenkampf allgegenwärtig

Die Tiefe der Betrachtung gelingt durch die Aneinanderreihung der verschiedenen Lebensrealitäten, die durch erklärende Texte in eine Gesamterzählung eingebettet werden. Letztere ist resolut linksgerichtet. Der Blickwinkel geht von den unterdrückten Bevölkerungsschichten hinauf zu den politischen und wirtschaftlichen Eliten, welche zu Recht im Zentrum der Kritik stehen. Auf den Philippinen ist der Klassenkampf allgegenwärtig und nur wer das Ding beim Namen nennt, kann die realitätsgestaltenden Dynamiken zufriedenstellend erklären.

Ein weiteres Augenmerk liegt auf der geopolitischen Situation der Philippinen im aktuellen Spannungsfeld zwischen den USA und China. Die philippinischen Inseln liegen wie ein „unsinkbarer Flugzeugträger“ am Eingang des südchinesischen Meeres und riegeln die Weiten des Pazifiks gegen Westen hin ab. Diese herausragende militärische Lage ist einer der Hauptgründe für das intensive Engagement der ehemaligen Kolonialmacht USA auf dem Archipel, welches wiederum

den Machterhalt der regierenden Dynastien erklärt. Dass Jahrzehnte nach der Gewaltherrschaft des Diktators Ferdinand Marcos Senior nun sein Sohn Ferdinand Marcos Junior an den Schalthebeln der Macht sitzt, wäre ohne das Wohlwollen Washingtons nur schwer vorstellbar.

## Ein Fallbeispiel für den Globalen Süden

Doch das Buch kann noch mehr. Die Philippinen sind geradezu ein Lehrbeispiel für all jene Übel, die seit dem Zweiten Weltkrieg fast überall im Globalen Süden zu beobachten sind. Eine über Jahrhunderte währende Kolonisation, die feudale Strukturen hinterlassen hat. Dominierende Familienclans, von einer Großmacht gestützt, die in Korruption und Klientelismus schwelgen und die breite Masse der Bevölkerung in Armut und Ausbeutung halten. Militarisierung und brutale Unterdrückung als Antwort auf jegliche politische Opposition. Eine kapitalintensive exportorientierte Wirtschaftspolitik, die vorrangig die Taschen der ausländischen Geldgeber und der lokalen Eliten füllt, während das öffentliche Gesundheits- und Schulwesen vor sich hin darbt und die Ungleichheiten wachsen. Durch den Klimawandel intensivierte Naturkatastrophen, die vor allem jene treffen, die am wenigsten dazu beigetragen haben.

Man muss also kein spezielles Interesse für die Philippinen und die philippinische Gesellschaft mitbringen, um auf seine Kosten zu kommen. Alle entwicklungspolitisch interessierten Menschen, die sich mit den tiefliegenden Ursachen von Armut und Unterentwicklung auseinandersetzen, werden bei der Lektüre ihr Analyseraster schärfen können. Dabei handelt es sich keineswegs um eine trockene akademische Abhandlung, sondern um eine unterhaltsame und spannende Lektüre.

**Von Marcos zu Marcos:  
Die Philippinen seit 1965.**

**Rainer Werning / Jörg Schwieger (Hg.)  
Promedia Verlagsgesellschaft 2025.  
266 Seiten.**

# Monsieur Afrique

In Memoriam Jean-Marc Hoscheit



Nadine Feyder

C'était en mai 2011, au fin fond de la jungle congolaise, que je reçus un appel satellitaire. Nous étions alors en pleine mission de reconnaissance des Nations unies, en territoire tenu par les milices du LRA... Rien ne pouvait sembler plus éloigné du Luxembourg que cette brousse, dominée par une nature sauvage et dense, loin de toute civilisation humaine. La communication avec le monde extérieur était chose impossible.

« Un appel de vos autorités luxembourgeoises », me dit-on avec empressement. J'étais abasourdie : mais comment diantre avaient-ils pu me trouver ? Et qui donc essayait de me joindre ? — « Allô ? ... C'est qui à l'appareil ... Monsieur Hoscheit ? »

Cet épisode illustre parfaitement une facette essentielle de votre caractère : cette ténacité, cette persistance qui, pour certains, faisait le bonheur et pour d'autres parfois le désespoir. Mais jamais vous n'abandonniez une idée, surtout si vous étiez convaincu qu'elle était juste.

## L'ambassade à Addis

C'est ainsi qu'a commencé une aventure à la fois invraisemblable et magnifique : créer une ambassade luxembourgeoise en terre abyssinienne, à Addis-Abeba, auprès de l'Union africaine, pour mener campagne en faveur d'un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU). En clair, hisser le Luxembourg au rang d'interlocuteur politique crédible pour tout un continent.

Il faut le dire : il fallait convaincre autant nos propres collègues luxembourgeois que nos partenaires africains. Et si nous y sommes parvenus, c'est grâce à votre obstination, à vos nombreux appels, à vos rappels encore plus insistants, toujours portés par des arguments solides, convaincants, et emplis de bon sens.

Pour les convaincre, il fallait une structure légère, peu coûteuse et adaptable à toutes les circonstances. Bref, le contraire d'une ambassade traditionnelle. Après moult contorsions administratives, juridiques et acrobaties financières, nous y étions enfin. Vous avez été nommé ambassadeur non-résident et, depuis Genève puis La Haye, vous suiviez sans relâche les évolutions politiques du continent africain.

Avec un tel chef d'orchestre et deux violons solistes à Addis même, le Luxembourg avait sa *dream team* pour conquérir tout un continent. Avec votre autorité naturelle et votre prestance d'Ambassadeur avec un grand A, les acteurs européens et internationaux à Addis ont vite appris à nous faire une place aux premières loges de la vie politique éthiopienne.

Dans un contexte encore marqué par l'histoire coloniale, vous positionniez le Luxembourg comme un partenaire moderne, digne de confiance, visionnaire et tourné vers un avenir juste pour tous. Fort d'un réseau dense et précieux, acquis au fil de vos années dans les grandes capitales diplomatiques, vous n'aviez de « non-résident » que le titre : vous connaissiez tout le monde, et tout le monde nous connaissait. *Luxembourg had arrived — and was the new kid on the block.*

Le Luxembourg était partout. Aucune réunion n'était trop petite ou trop insignifiante pour y participer. Chaque pays, petit ou grand, méritait tout votre temps et toute votre attention. Ce qui nourrissait votre feu de serviteur incontestable du Grand-Duché, c'était cette conviction profonde que le droit international est la transcendance d'un monde où seuls les grands dominent. Grand ou petit, nous comptons tous, nous avons tous les mêmes droits. Être au service du Luxembourg, c'était pour vous être au service d'un monde plus juste.

## La ceinture noire de la diplomatie

Les mythiques Sommets de l'Union africaine, grandes messes qui réunissent toute la crème de la politique et de la diplomatie africaines, resteront gravés à jamais dans ma mémoire. À vos côtés, nous avons appris les tactiques offensives d'une diplomatie innovante et audacieuse pour remporter notre campagne historique pour un siège au sein du CSNU. Vous étiez ceinture noire d'un art martial bien particulier : le *diplomatic tackling*, pratiqué jusque tard dans la nuit, dans les arcanes des Sommets : aucun collègue africain errant ne pouvait s'échapper de vos prises sans avoir juré de son propre sang une loyauté éternelle envers la *Gëlle Fra*.

Une fois notre place acquise à la table des grands de ce monde, au sein du CSNU, notre mission n'en était que plus chargée de sens. Depuis Addis, nous battions le tam-tam pour rappeler l'importance stratégique du continent le plus jeune de la planète. Avec plus de 60 % de sa population âgée de moins de 25 ans, vous répétiez inlassablement que l'Afrique accueillera, d'ici la fin du siècle, trois des quatre milliards d'êtres humains supplémentaires attendus sur la planète.

Rebaptisé « Monsieur Afrique », vous étiez le premier à rappeler qu'il n'existe pas « une » Afrique, mais bien 54 États souverains, cherchant à redéfinir leur relation avec l'Europe — non plus dans

une logique d'aide, mais dans celle d'un véritable partenariat. Devenu doyen des ambassadeurs européens à Addis, vous rappeliez sans relâche qu'il est urgent pour l'Europe de dépasser une politique de court terme et de reconnaître l'Afrique comme un acteur stratégique, porteur de solutions pour les deux parties.

## Un avenir profondément africain

Pendant plus de dix ans, contre vents et marées, vous avez entretenu la flamme de notre présence éthiopienne vivante. Comme disait un sage, « nous n'héritons pas la planète de nos aïeux, nous l'empruntons à nos enfants. » Pussions-nous entretenir cette flamme, car l'avenir de notre monde sera, qu'on le veuille ou non, profondément africain.

Cher Jean-Marc, tu vois, j'y suis arrivée. J'ai enfin réussi à te tutoyer comme tu me le demandais si souvent. Mieux vaut tard que jamais.

Aujourd'hui, je pleure le départ d'un mentor, mais surtout d'un ami au grand cœur, avec qui je partageais ma passion pour le continent africain et la politique internationale. Loin des titres et des formalités, toi et Nicole aviez su rester proches de moi et de ma famille. Vous étiez des amis fidèles, loyaux, présents dans les moments de joie mais aussi dans les moments plus difficiles. Vous aimiez partager nos joies familiales et nous faire part des vôtres. Patrick et François, vous et vos familles étiez toujours présents dans nos discussions.

Nous nous étions tant réjouis de votre retour au Luxembourg. Après une vie passée à parcourir le monde, c'était merveilleux de pouvoir se retrouver enfin « à la maison ». Même après le départ de ta chère Nicole, ta curiosité pour le monde était restée vive, contagieuse. Tes analyses politiques, toujours tranchantes et pétillantes d'humour, m'étaient une source d'énergie et d'inspiration. Nous avions commencé à rêver de beaux pro-

jets à réaliser ensemble... ce sera pour une prochaine vie.

Sache que nous aurions aimé être plus proches de toi pendant ces derniers mois. Tu as montré tant de courage face à ce chagrin immense. Nous aimons penser que tu as retrouvé Nicole, et cela nous console de vous savoir à nouveau réunis.

Léiwe Jean-Marc, merci pour les rires partagés.

Merci pour ta confiance.

Merci pour ton amitié.

Merci pour ce merveilleux bout de vie parcouru ensemble. Tu resteras vivant dans nos mémoires et dans nos cœurs, et dans ce Luxembourg que tu as tant aimé et servi.



© OPCW, Wikipédia, CC BY 2.0

Jean-Marc Hoscheit, lors de la quatrième Conférence d'examen de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes chimiques, au World Forum de La Haye, Pays-Bas, en novembre 2018.

*(RG) C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris le décès de Jean-Marc Hoscheit le 19 septembre dernier. Une nouvelle qui a particulièrement touché l'ASTM, surtout si l'on considère qu'elle est survenue moins d'un an après celle de sa femme, Nicole Maes, tout aussi inattendue. Nicole et Jean-Marc étaient des piliers de l'ASTM depuis leurs années de lycée. Chacun à sa manière, il a joué un rôle essentiel dans les débuts de l'association et dans la création du Brennpunkt drëtt Welt. Même lorsqu'ils ont dû s'éloigner du Luxembourg pour des raisons professionnelles pendant de nombreuses années, leur soutien est resté constant et précieux. Ils sont finalement revenus au pays pour profiter d'une retraite bien méritée, qui, malheureusement, a été bien trop courte.*

*Avec Jean-Marc, c'est aussi un ambassadeur de tout le mouvement « tiers-mondiste » que nous perdons. Même si certains mots et concepts pour décrire les phénomènes concernés ont évolué, il n'avait jamais abandonné les idéaux de la solidarité internationale. Il rappelait*

*toujours les obligations spécifiques de l'Europe, et donc aussi de notre pays, envers le Sud global, et plus particulièrement envers l'Afrique.*

*Au printemps dernier, Jean-Marc était venu visiter « sa » bibliothèque, qui est devenue entre-temps le CITIM. Dans sa jeunesse, il était non seulement l'un de nos lecteurs les plus assidus, mais il s'occupait aussi des commandes des ouvrages destinés à la formation interne de notre association. Avec un petit sourire, il a découvert que certains livres qu'il avait dénichés à l'époque étaient devenus des « grands classiques » et que le CITIM les met toujours à la disposition du public.*

*Mais Jean-Marc était avant tout un diplomate passionné, dévoué à son pays, à l'Europe et aux principes du multilatéralisme, essentiels pour relever les nombreux défis du monde. En hommage à Jean-Marc, nous partageons le discours très personnel et émouvant de Nadine Feyder, prononcé lors de ses obsèques le 2 octobre 2025 en l'église Saint-Joseph du Limpertsberg.*

## ***Soutenez le Brennpunkt, le magazine qui renverse les idées***

Édité pour la première fois en 1973, le Brennpunkt Drëtt Welt constitue une publication unique au Luxembourg. Nous alimentons les débats critiques sur le développement et affirmons le rôle de la société civile en lui offrant un espace d'expression.

Le magazine est publié quatre fois par an en version papier et numérique (brennpunkt.lu). Depuis 2019, nous ne proposons plus d'abonnement classique. En tant que média indépendant, en accès libre et sans publicité commerciale, votre solidarité reste néanmoins indispensable.



**Engagez-vous et participez aux frais d'édition du Brennpunkt Drëtt Welt. Votre contribution permettra d'améliorer encore notre magazine et d'élargir sa diffusion. Merci d'avance !**

Virement sur le compte d'Action Solidarité Tiers Monde asbl  
Iban : LU76 1111 0099 9096 0000  
Bic : CCPLLULL  
Mention Communication : Soutien Brennpunkt

Ou par le biais du QRcode Payconiq ci-contre.